



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



P.A.C
Pôles Anti-Corruption



*Au service
des peuples
et des nations*

**DIRECTION DE COORDINATION NATIONALE
DES PÔLES ANTI-CORRUPTION
ET PÔLE ANTI-CORRUPTION ANTANANARIVO**

RAPPORT D'ACTIVITES

Juin 2018 - Juin 2019

SOMMAIRE

- **LE MOT DE LA COORDONNATRICE NATIONALE**
- **INTRODUCTION**
- **CHAPITRE I-PRESENTATION**
- **CHAPITRE II- ACTIVITES DE LA DCN ET DU PAC
ANTANANARIVO**
- **CHAPITRE III- EVENEMENTS MARQUANTS**
- **CHAPITRE IV- DIFFICULTES D'EXECUTION DES
MISSIONS DE LA DCN ET DU PAC**
- **CHAPITRE V- PERSPECTIVES**
- **Liste des tableaux**
- **Liste des figures**
- **Liste des abréviations**
- **ANNEXES**

LE MOT DE LA COORDONNATRICE NATIONALE

La mise en place des Pôles Anti-Corruption (PAC) s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat en matière de Lutte contre la Corruption, prévue dans la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC) pour la période 2015-2025.

Les Pôles Anti-Corruption, juridictions spécialisées dans la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions économiques et financières graves et complexes, sont institués par la Loi n°2016-021 du 22 août 2016 dont l'application est prévue par le décret n°2018-1681 du 15 décembre 2018.

Le Pôle Anti-Corruption d'Antananarivo a été mis en place le 15 juin 2018 sous l'impulsion de l'Etat Malagasy et par le soutien des Partenaires Techniques et Financiers. Le Ministère de la Justice et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à travers le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix ont contribué particulièrement sur le plan logistique, matériel et financier, ce qui a permis son fonctionnement rapide.

Le présent document afférent à la première année d'existence du Pôle Anti-Corruption d'Antananarivo (juin 2018- juin 2019) dont l'administration, le fonctionnement et la performance sont assurés par la Direction de Coordination Nationale (DCN), révèle, sur le plan juridictionnel, les aspects spécifiques et quantitatifs de la poursuite et de la répression en matière de Lutte Contre la Corruption (LCC) et contre les diverses délinquances financières et économiques jusqu'ici déférées devant cette juridiction.

Les activités administratives de la Direction de Coordination Nationale et juridictionnelles du Pôle Anti-Corruption sont prévues dans les Plans de Travaux Annuels (PTA) 2018 et 2019 établis de concert par les membres de la Direction de Coordination et ceux du Pôle Anti-Corruption et dont les réalisations sont trimestriellement mesurées et objet de rapports périodiques présentés au Comité de Suivi et Evaluation (CSE) de la structure. Ce Comité dont la composition est prévue par l'article 39 de la Loi n°2016-021, à savoir le Ministère de la Justice, le Comité pour

la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI), le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO), le Sampandraharaha Malagasy iadiana amin'ny Famotsiambola sy



Famatsiambola ny Fampihorohoroana (Samifin) et la Société Civile œuvrant dans la Lutte contre la Corruption, a essentiellement pour mission de garantir l'indépendance des Pôles Anti-Corruption dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles et de contribuer à leur effectivité et leur efficience.

Madagascar concentre actuellement ses efforts dans la réduction progressive de toutes formes de criminalité financière et économique, l'objectif étant leur éradication. L'Etat œuvre également dans le recouvrement des avoirs illicites, produits des infractions financières et économiques. Les Pôles Anti-corruption ont un rôle prédominant dans cette optique par la Chambre de Saisie et de Confiscation des Avoirs qui statue sur le sort des biens saisis et confisqués.

Certes, la lutte contre ces fléaux est acharnée mais par une continuité de la synergie d'actions au sein du Système Anti-Corruption dont les Pôles Anti-Corruption constituent le dernier maillon de la chaîne, les résultats positifs constatés vont évoluer.

De même, l'appropriation par les décideurs, par la population et par les acteurs de la vie économique du pays de la Lutte Contre la Corruption et les infractions assimilées, l'acceptation par ces derniers de bases novatrices et leur confiance aux juridictions spécialisées mises en place, nous permettront d'atteindre le défi.

Le développement économique et social de la Nation sera accéléré car la Bonne Gouvernance et le respect de l'Etat de droit seront les principes fondamentaux qui vont régir la gestion publique

RATIARAI SOA Harimahefa

Coordonnatrice Nationale des Pôles Anti-corruption

INTRODUCTION

La Direction de Coordination Nationale et le Pôle Anti-Corruption d'Antananarivo ont franchi leur première année d'existence au cours de laquelle ont été entreprises diverses activités tant administratives que juridictionnelles malgré l'insuffisance des budgets de fonctionnement ayant impacté sur le fonctionnement normal du système.

Leur opérationnalisation ont pu également eu lieu grâce à l'appui financier et technique des partenaires qui ont contribué essentiellement dans:

- ❖ l'aménagement des locaux abritant la Direction et le Pôle Anti-Corruption
- ❖ la dotation du système en mobiliers de bureau, en véhicules et en matériels informatiques
- ❖ le renforcement des compétences des membres de la Direction de Coordination et du PAC
- ❖ les actions de visibilité du système
- ❖ le financement de quelques activités de consultance pour un meilleur fonctionnement du PAC.

Sont ainsi rapportés dans le présent document:

- ❖ le fonctionnement de la structure sur le plan organisationnel, les ressources humaines et financières, les emplois des crédits alloués
- ❖ les activités juridictionnelles du PAC
- ❖ les réalisations des Plans de Travail Annuels
- ❖ les renforcements de capacités du personnel
- ❖ les difficultés de réalisation des missions de la Direction de Coordination et du Pôle Anti-Corruption.



CHAPITRE I
PRESENTATION

I- DIRECTION DE COORDINATION NATIONALE (DCN) DES POLES ANTI-CORRUPTION (PAC)

I.1 ORGANISATION DE LA DCN

I.1.1 Rôles et mission de la DCN

La loi n°2016-021 du 01 juillet 2016 sur les Pôles Anti-corruption définit les rôles et mission de la Direction de Coordination Nationale (DCN) des Pôles Anti-corruption (PAC). En effet, la DCN est chargée de :

- ❖ Mettre en place et assurer la coordination des six (06) PAC établis sur le territoire national;
- ❖ Elaborer et exécuter le budget des PAC;
- ❖ Assurer le soutien logistique pour le bon fonctionnement des PAC, du comité de Recrutement et du Comité de Suivi et d'Evaluation des PAC;
- ❖ Centraliser les résultats quantitatifs et qualitatifs des PAC;
- ❖ Assurer le suivi statistique périodique de l'activité des PAC;
- ❖ Procéder à l'évaluation de la performance des PAC.

I.1.2 Présentation de l'organigramme

L'organigramme de la DCN est présenté par le schéma suivant

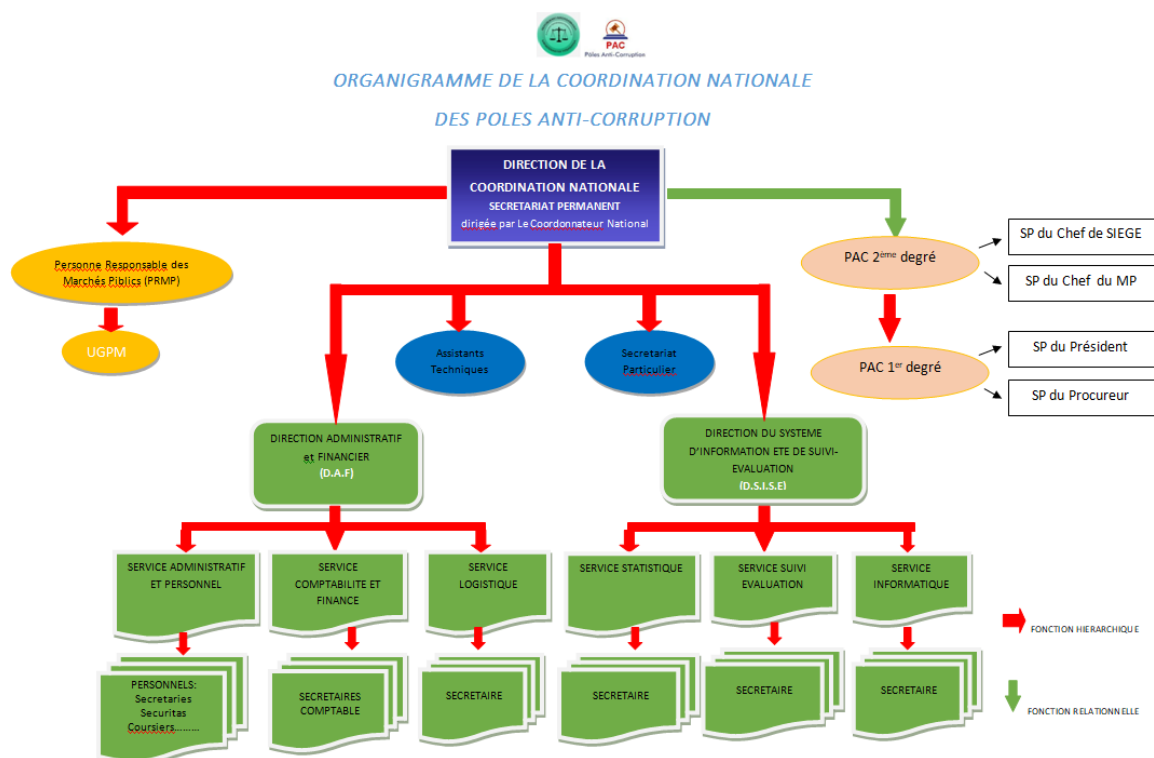


Figure N° 01: Organigramme de la DCN

I.1.3 Présentation de la Direction Administrative et Financière (DAF) et de la Direction du Système d'Information et Suivi-Evaluation (DSISE)

La DCN est composée par deux directions : la Direction Administrative et Financière (DAF) et la Direction du Système d'Information et Suivi-Evaluation (DSISE). Le tableau qui suit résume les attributions de ces deux directions.

Tableau n°1 : Attribution de la DAF et de la DSISE

| DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE (DAF) | DIRECTION DU SYSTEME D'INFORMATION ET SUIVI-EVALUATION (DSISE) |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ❖ Elaborer et gérer le budget et la comptabilité de la DCN et des PAC; ❖ Appuyer sur le plan logistique la DCN et les PAC; ❖ Gérer le personnel de la DCN; ❖ Assurer l'exécution des activités incombant à sa direction; ❖ Superviser le personnel placé sous sa direction dans l'accomplissement de sa mission et dans sa conduite professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> ❖ Assurer la programmation et la planification des activités de la DCN et des PAC ❖ Elaborer le Plan de Travail Annuel (PTA) de la DCN et des PAC ❖ Mettre en place les systèmes d'information et les mesures de performance des activités des PAC ❖ Assurer la disponibilité des statistiques relatives aux activités des PAC ❖ Définir des outils d'évaluation et de performance des activités des PAC ❖ Elaborer des cadres et des plans de suivi des activités des PAC ❖ Assurer l'appui informatique à la DCN et aux PAC ❖ Superviser le personnel placé sous sa direction dans l'accomplissement de sa mission et dans sa conduite professionnelle |

Source : DCN

I.2 RESSOURCES HUMAINES

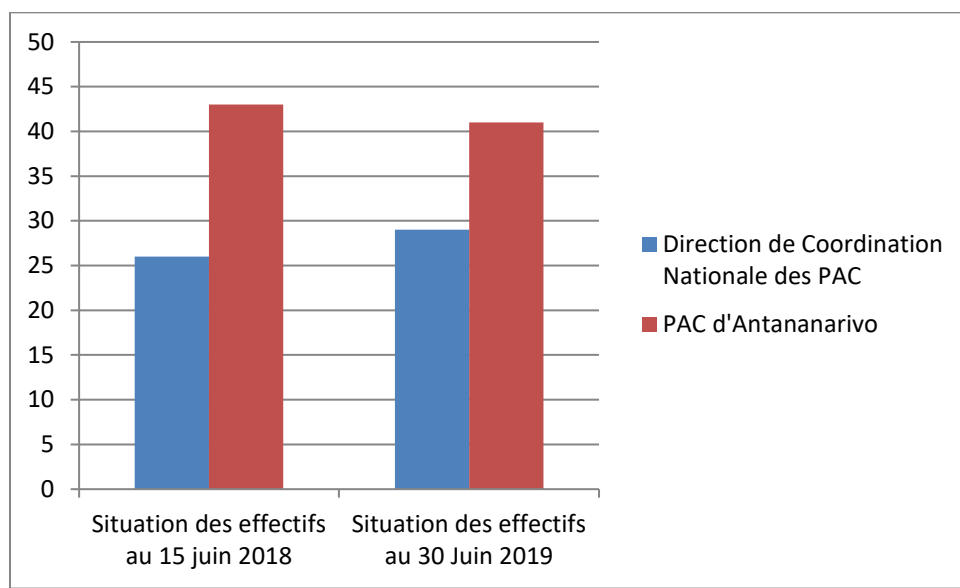
I.2.1 Effectif du personnel de la DCN et du PAC

Antananarivo

Au 30 juin 2019, l'effectif de la DCN est de 29 agents dont ceux assurant des fonctions de conception et le personnel d'appui. Le PAC Antananarivo a un effectif de 41 personnes dont 23 Magistrats et 18 Greffiers travaillant au niveau de la juridiction de première instance et du PAC second degré.

Le graphique suivant montre l'effectif du personnel de la DCN et du PAC Antananarivo au 30 juin 2019

Figure n°02 : Répartition par structure



Source : DAF/Service Administratif et du Personnel / juillet2019

1.2.2 Evolution de l'effectif du personnel de la DCN et du PAC

Depuis leur opérationnalisation, la DCN et le PAC Antananarivo n'ont connu que quelques mouvements de personnel.

Le tableau suivant présente le mouvement du personnel au niveau de la DCN.

Tableau n°2 Evolution de l'effectif du personnel de la Direction de Coordination Nationale par fonction

| FONCTION | Situation de l'effectif au 15 juin 2018 | Entrées | Sorties | Situation de l'effectif au 30 Juin 2019 |
|--|---|---------|---------|---|
| Coordonnateur National | 1 | - | - | 1 |
| Directeurs | 2 | - | 1 | 1 |
| Chefs de Service | 6 | - | - | 6 |
| PRMP | - | 1 | - | 1 |
| Assistant Technique, Assistants, Secrétaires et Bibliothécaire | 6 | 1 | - | 7 |
| Femmes de Ménage | 4 | - | - | 4 |
| Agent de sécurité | 4 | - | 1 | 3 |
| Chauffeurs | 3 | 2 | - | 5 |
| Coursiers | - | 1 | - | 1 |
| TOTAL | 26 | 5 | 2 | 29 |

Source : DAF/Service Administratif et du Personnel / juillet2019

La DCN a étoffé son équipe au cours de cette première année par l'arrivée de la PRMP, d'un Assistant Technique et de deux nouveaux chauffeurs. Par ailleurs, faute de coursier, un agent de sécurité a été désigné pour assurer cette fonction provisoirement. Le Directeur Administratif et Financier a été appelé à d'autres fonctions et a quitté la DCN au mois de mars 2019.

Pour le PAC d'Antananarivo, le mouvement du personnel est présenté par le tableau suivant :

Tableau n°3 : Evolution de l'effectif du Personnel

| JURIDICTION | Effectif du personnel au 15 juin 2018 | Entrées | Sorties | Effectif du personnel au 30 Juin 2019 |
|------------------------------|---------------------------------------|---------|---------|---------------------------------------|
| JURIDICTION DU SECOND DEGRE | 19 | 1 | 1 | 19 |
| Siège | 12 | - | - | 12 |
| Parquet | 7 | 1 | 1 | 7 |
| JURIDICTION DU PREMIER DEGRE | 24 | - | 2 | 22 |
| Siège | 17 | - | 1 | 16 |
| Parquet | 7 | - | 1 | 6 |

Source : DAF/Service Administratif et du Personnel / juillet2019

Au niveau de la juridiction du second degré, le Chef du Ministère Public a été appelé à d'autres fonctions au mois de juillet 2018. Son successeur a été installé au mois de Février 2019. Pour la juridiction du premier degré, pour des raisons de santé, le Chef Secrétariat du Parquet Premier Degré a démissionné de son poste au mois de mars 2019. En outre, un greffier correctionnel a été nommé à d'autres fonctions et a quitté le PAC au mois de mars 2019.

Tableau n°4 : Répartition par corps du personnel du PAC d'Antananarivo

| | Effectif du personnel au 30 Juin 2019 |
|-----------------------|---------------------------------------|
| SECOND DEGRE SIEGE | 12 |
| Magistrats | 8 |
| Greffiers | 4 |
| SECOND DEGRE PARQUET | 7 |
| Magistrats | 4 |
| Greffiers | 3 |
| PREMIER DEGRE SIEGE | 16 |
| Magistrats | 8 |
| Greffiers | 8 |
| PREMIER DEGRE PARQUET | 6 |
| Magistrats | 3 |
| Greffiers | 3 |

Source : DAF/Service Administratif et du Personnel / juillet2019

I-3 Ressources Matérielles

I-3-1 Acquisitions de la DCN et du PAC

En 2018, la DCN et le PAC n'ont pu effectuer aucune nouvelle acquisition de matériels et mobiliers de bureau faute de crédit d'investissement.

La plupart des ressources matérielles de la DCN et du PAC Antananarivo ont été héritées de la Chaîne Pénale Economique Anti-Corruption d'Antananarivo (CPEAC). Elles sont composées de matériels et mobiliers de bureau tels qu' armoires, caissons, tables de bureau, chaises, fauteuils de direction, salon complet, tables ordinateurs , de matériels informatiques et électroniques (voir annexe n°1); de matériels techniques à savoir un comparateur d' empreintes digitales, des mallettes de Police Judiciaire avec ses composantes, une mallette pour révélation des chiffres et des lettres. La DCN et le PAC Antananarivo ont également hérité de la CPEAC des matériels roulants notamment trois voitures 4*4 et deux minibus (voir annexe n°2). En général, les ressources matérielles laissées par la CPEAC sont en mauvais état.

Toutefois, au mois de juin 2018, le Ministère de la Justice a doté la salle d'audience du PAC Antananarivo de mobiliers adaptés à sa vocation (Voir annexe n°3)

I-3-2 Dons des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

❖ PNUD

La DCN et les PAC sont appuyés par le PNUD à travers deux projets : le projet Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC) et le projet Renforcement de l'Etat de droit (RED).

Le projet IDIRC a financé la réhabilitation des locaux abritant la DCN et le PAC Antananarivo et a doté la DCN, le PAC Antananarivo et le futur PAC Mahajanga de matériels et mobiliers de bureau, de matériels informatiques et de matériels roulants (Annexe n°4 et Annexe n°5).Le projet RED, a fait une dotation de quelques matériels informatiques (Annexe n°6)



❖ SCAC de l'Ambassade de France

Le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France a doté la DCN et le PAC Antananarivo de matériels informatiques tels que des ordinateurs et des imprimantes (Voir annexe n° 7). Le Ministère de la Justice s'est chargé de remettre les dons à la DCN.

I.4 RESSOURCES FINANCIERES 2018 et 2019

I.4.1 Crédits alloués à la DCN et au PAC inscrits dans les Lois de Finances Initiales (LFI) et Lois de Finances Rectificatives (LFR)

I.4.1.1 Année 2018

Pour l'année 2018, le crédit alloué à la DCN et aux PAC inscrit dans la LFI était de 2 625 769 000 Ariary et celui inscrit dans la LFR 2 611 548 000 Ariary. Seule la rubrique Biens et Services a été révisée en baisse (rubrique « eau et électricité »). 80% du budget sont absorbés par les indemnités à hauteur de 2 109 400 000 Ariary. Les 20% restants se rapportent à la rubrique « Biens et services » et les transferts.

En 2018, aucun crédit d'investissement n'a été inscrit dans le Budget de la Direction de Coordination Nationale et des PAC malgré leurs besoins en tant que nouvelles structures.

Le tableau suivant présente le crédit alloué à la DCN et au PAC inscrit dans la LFI et la LFR 2018.

Tableau n°5 : Détail du crédit alloué à la DCN et au PAC inscrit dans la LFI et LFR 2018

| | | CREDIT | |
|-----------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|
| | | LFI | LFR |
| Fonctionnement | Indemnités | 2 109 400 000,00 | 2 109 400 000,00 |
| | Biens et Services | 439 569 000,00 | 425 348 000,00 |
| | Transfert | 76 800 000,00 | 76 800 000,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | | 2 625 769 000,00 | 2 611 548 000,00 |
| Investissement | RPI | - | - |
| | Bailleurs | - | - |
| TOTAL INVESTISSEMENT | | - | - |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation / juillet2019

I.4.1.2 Année 2019

En 2019, le crédit alloué à la DCN et aux PAC inscrit dans la LFI 2019 , de montant de 7 058 840 000 Ariary , est réduit à 3 925 440 000 Ariary dans la LFR 2019, accusant une diminution de 44%.

Le détail du crédit alloué à la DCN et aux PAC inscrit dans la LFI 2019 et la LFR 2019 est illustré par le tableau ci-après :

Tableau n°6 : Détail du crédit alloué au PAC inscrit dans la LFI et LFR 2019

| | | CREDIT | |
|-----------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|
| | | LFI | LFR |
| Fonctionnement | Indemnités | 4 082 040 000,00 | 1 703 640 000,00 |
| | Biens et Services | 2 000 000 000,00 | 1 365 000 000,00 |
| | Transfert | 76 800 000,00 | 76 800 000,00 |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | | 6 158 840 000,00 | 3 145 440 000,00 |
| Investissement | RPI | 900 000 000,00 | 780 000 000,00 |
| | Bailleurs | | |
| TOTAL INVESTISSEMENT | | 900 000 000,00 | 780 000 000,00 |
| BUDGET TOTAL | | 7 058 840 000,00 | 3 925 440 000,00 |

Source :

DSISE/Service Suivi-Evaluation / juillet2019

I.4.2 Emplois des crédits

I.4.2.1 Année 2018

Au niveau des Biens et Services, les dépenses engagées représentent 98% du crédit ouvert dans la LFR 2018. Par contre, au niveau de la rubrique « transferts », 9% seulement du crédit a été engagé. Tous les dossiers complets parvenus au niveau du Service Finance et Comptabilité de la DCN ont été pris en charge.

Le tableau suivant montre l'emploi du crédit alloué à la DCN et au PAC en 2018

Tableau n°7 : Emploi du crédit alloué à la DCN et au PAC en 2018

| | Année 2018 | | Emploi du crédit | |
|-----------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------------------|-------------------------|
| | LFI | LFR | Autorisé par le taux de régulation | Engagé |
| Indemnités | 2 109 400 000,00 | 2 109 400 000,00 | 2 109 400 000,00 | 2 109 400 000,00 |
| biens et services | 439 569 000,00 | 425 348 000,00 | 425 347 680,00 | 417 007 970,01 |
| transfert | 76 800 000,00 | 76 800 000,00 | 76 800 000,00 | 6 894 011,00 |
| Total fonctionnement | 2 625 769 000,00 | 2 611 548 000,00 | 2 611 547 680,00 | 2 533 301 981,01 |

Source : DAF/Service Finance et Comptabilité / juillet2019

I.4.2.2 Année 2019

Pour le premier semestre 2019, les dépenses engagées au niveau de la rubrique « Biens et Services » constituent 36% du crédit ouvert suivant régulation. Aucun engagement n'a été effectué au niveau des transferts. Il en est de même au niveau du crédit d'investissement. Le montant total des engagements durant cette période est de 643 238 511 Ariary soit 40% du crédit ouvert suivant régulation.

L'emploi du crédit alloué à la DCN et aux PAC au 30 juin 2019 est présenté par le tableau suivant :

Tableau n°8 : Emploi du crédit alloué à la DCN et aux PAC au 30 juin 2019

| | | CREDIT | | Emploi du crédit | |
|-----------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|---|-----------------------|
| | | LFI | LFR | CREDIT AUTORISE PAR LE TAUX DE REGULATION | Mandaté |
| Fonctionnement | Indemnités | 4 082 040 000,00 | 1 703 640 000,00 | 987 107 250,00 | 422 208 511,00 |
| | Biens et Services | 2 000 000 000,00 | 1 365 000 000,00 | 617 650 000,00 | 221 030 000,00 |
| | Transfert | 76 800 000,00 | 76 800 000,00 | 4 000 000,00 | - |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | | 6 158 840 000,00 | 3 145 440 000,00 | 1 608 757 250,00 | 643 238 511,00 |
| Investissement | RPI | 900 000 000,00 | 780 000 000,00 | - | - |
| | Bailleurs | - | - | - | - |
| TOTAL INVESTISSEMENT | | 900 000 000,00 | 780 000 000,00 | - | - |

Source : DAF/Service Finance et Comptabilité / juillet2019

I.4.3 Financement octroyé par les PTF

I.4.3.1 PNUD

Le PNUD, à travers le projet IDIRC a appuyé plusieurs activités de la DCN et des PAC entre autres les travaux de réhabilitation des locaux abritant la DCN et le PAC, le renforcement des capacités des Magistrats et des Greffiers du PAC, du personnel de la DCN, l'organisation des journées portes ouvertes, des journées « team building » et la dotation en matériels et mobiliers de bureau, matériels informatiques et matériels roulants. Les fonds engagés dans les activités entreprises étant gérés par le projet IDIRC, la DCN ne dispose pas de leur valeur.



1.4.3.2 AUTRES PTF

Le Projet « Ny Fanjakana ho an'ny Daholobe » (NFD) de la Délégation de l'Union Européenne a financé plusieurs activités de la DCN et des PAC à travers le recrutement de consultants notamment pour la conception et le développement d'un module Chambre de Saisie et de Confiscation (CSCA) dans INFO-TPI, la conception d'une table des infractions énoncées dans la loi sur les PAC et l'élaboration des standards de service au niveau des PAC.

Le GIZ a financé la tenue d'un atelier en vue de la conception du document de politique pénale des PAC.

II-POLES ANTI-CORRUPTION

II.1 STRUCTURE DU PAC D'ANTANANARIVO

Le Pôle Anti-corruption (PAC) comprend une juridiction de première instance et une juridiction de second degré afin de garantir la spécialisation jusqu'en appel. Selon la loi n°2016-021 du 01er juillet 2016 sur les PAC, Il est compétent pour les infractions de corruption et assimilées, les infractions de blanchiment de capitaux et les infractions économiques et financières qui répondent aux critères de gravité et/ou de complexité de l'affaire.

II.1.1 PAC 2ndDEGRE

La juridiction de second degré des PAC comprend (Article 6 de la Loi n°2016-021 du 1er juillet 2016 sur les PAC):

- au Siège : la Chambre correctionnelle et la Cour criminelle présidées par le Chef du Siège du PAC, la Chambre d'accusation, la Chambre de la saisie et confiscation des avoirs, le greffe.
- au Parquet : le Chef du Ministère Public auprès du PAC, le ou les avocats généraux et/ou le ou les substituts généraux, le secrétariat ;

II.1.1.1 Siège du PAC 2nd DEGRE

La structure du Siège du PAC 2nd Degré se présente comme suit :

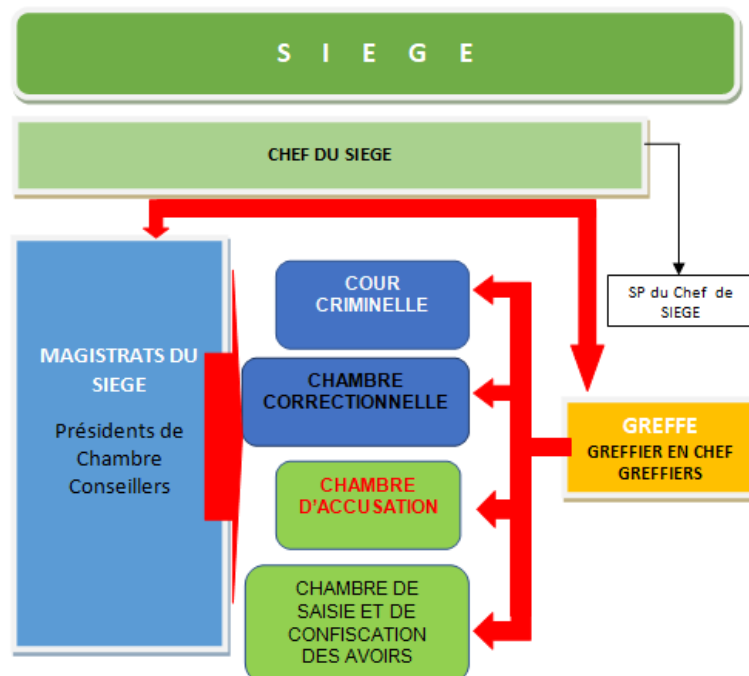


Figure N° 03: Structure du Siège du 2nd Degré

II.1.1.2 Parquet Général du PAC 2nd DEGRE

Le Ministère Public du second degré est structuré comme suit

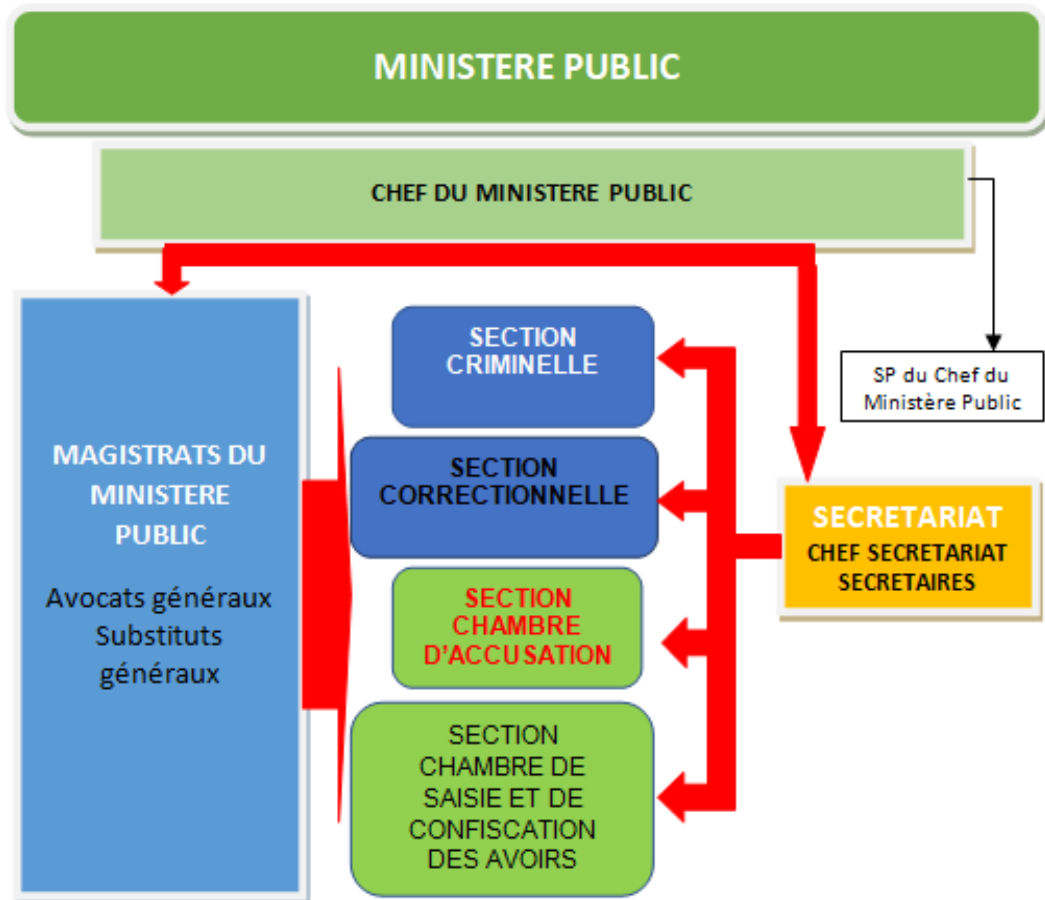


Figure n°04 : Structure du Ministère Public du 2nd Degré

II.1.2 PAC 1^{er} DEGRE

La juridiction de première instance du PAC comprend (Article 5 de la Loi n°2016-021 du 1er juillet 2016 sur les PAC) :

- au Parquet : le Procureur de la République près le PAC, le ou les substituts, le secrétariat ;
- au Siège : le Président du PAC, le doyen et les juges d'instruction, les magistrats composant la Chambre correctionnelle, la Chambre de détention préventive, la Chambre de saisie et confiscation des avoirs, le greffe.

II.1.2.1 Sièges du PAC 1^{er} DEGRE

La structure du Siège du PAC premier Degré se présente comme suit:

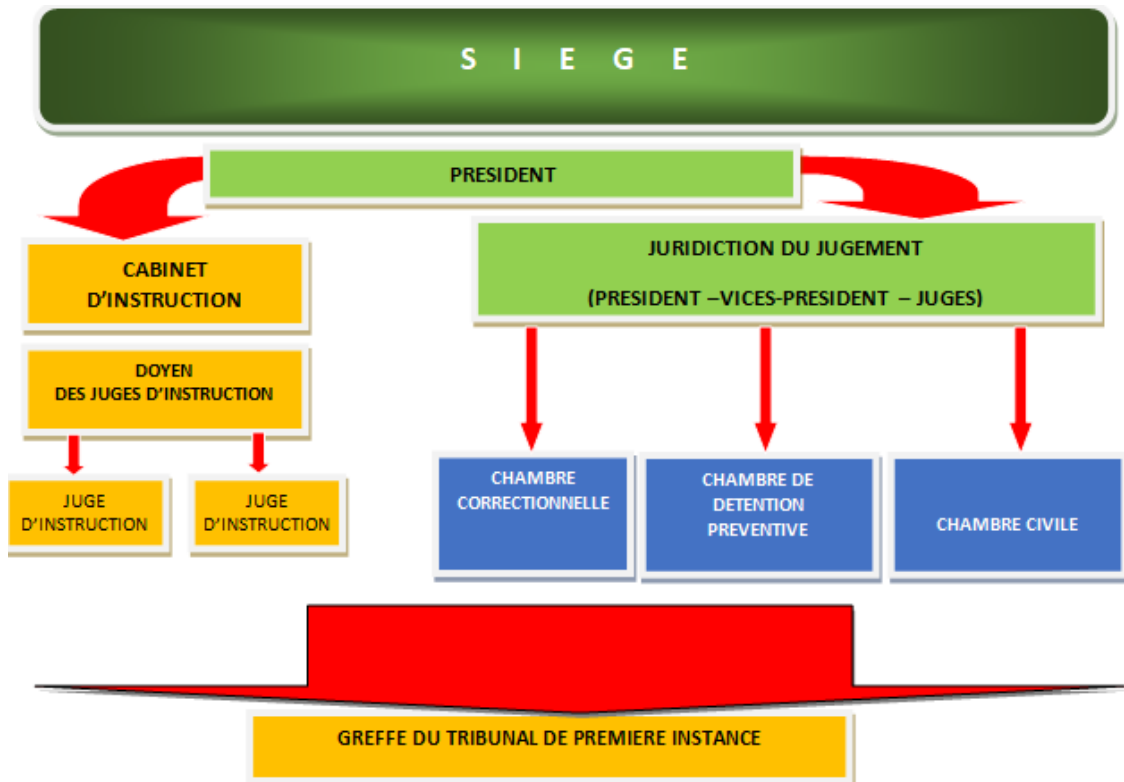


Figure n°05 : Structure du Siège premier Degré

II.1.2.2 parquet près le PAC 1^{er} DEGRE

La structure du parquet se présente ainsi :

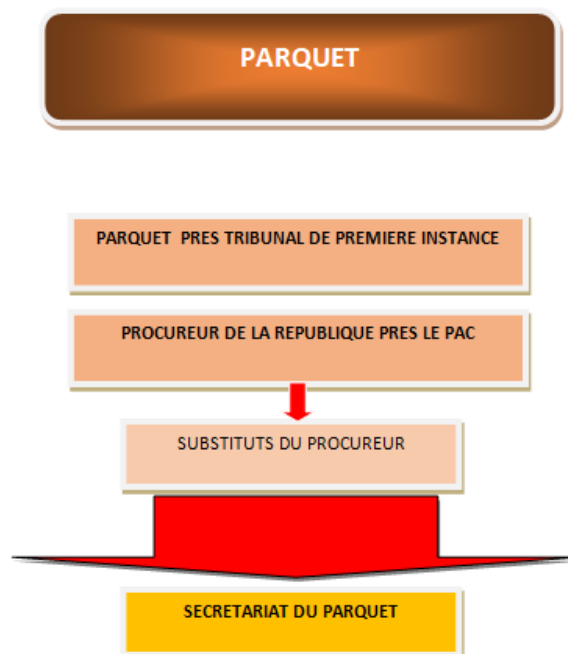


Figure n°06 : Structure du Parquet près le PAC premier Degré



CHAPITRE II
ACTIVITES DE LA DCN
ET DU PAC
ANTANANARIVO

I-REALISATIONS SUIVANT LES PTA 2018 ET 2019

Pour asseoir la logique d'intervention et bien cadrer leur plan d'actions dans le cadre de la participation à la lutte contre la corruption, les infractions assimilées, le blanchiment des capitaux et les infractions économiques et financières complexes et graves, les objectifs ainsi que les résultats attendus de la DCN et des PAC ont été fixés.

Ainsi, la DCN et le Pôle Anti-corruption (PAC) Antananarivo ont pour objectif global de « *Contribuer à la lutte contre la recrudescence de la corruption et infractions assimilées, du blanchiment du produit du crime, du financement du terrorisme et des infractions économiques et financières complexes et graves* ».

I-1-Réalisations de la DCN et du PAC Antananarivo suivant le PTA 2018

Pour l'année 2018, les réalisations selon le PTA se présentent comme suit :

Tableau n°9 : PTA 2018

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|--|---|---------------|----------------------|--------------|
| OS 1 Renforcer les capacités et les moyens de la DCN et des PAC aux fins d'assurer la coordination et le suivi et l'évaluation des PAC | Nb de PAC opérationnel | 2 | 1 | |
| RES 1.1 La performance du personnel de la DCN et du PAC est assurée | Taux moyen de respect des normes en termes d'effectif | 60% | 60% | |
| ACT 1.1.1 Assurer la gestion administrative du personnel de la DCN et des PAC | Pourcentage des outils de gestion conçus et utilisés (par rapport aux prévisions) | 75% | 75% | |
| ACT1.1.2 Mettre en œuvre le règlement intérieur élaboré par le CSE | Pourcentage des outils de gestion conçus et utilisés (par rapport aux prévisions) | Phase d'étude | Phase d'étude | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|---|--|--------------------------------------|--|---|
| ACT1.1.3 Gérer la prise en charge des maladies du personnel de la DCN, des PAC et de leur famille | Pourcentage des remboursements des frais médicaux par rapport aux nombres de demandes effectuées | 60% | 100% | |
| ACT1.1.4 Assurer la gestion prévisionnelle de l'effectif du personnel de la DCN et des PAC | Outil de gestion prévisionnelle conçu et mis en place | Conçu | Conçu | |
| ACT1.1.5 Gérer les missions intérieures et extérieures des personnels du PAC et de la DCN | Taux des missions(intérieur/extérieur) réalisées par rapport aux missions prévues | 80% | 100% | |
| ACT1.1.6 Elaborer et mettre en œuvre les standards de services au niveau de la DCN et du PAC | Standards de services élaborés et appliqués | Conçu | Phase d'étude | Activité sur financement du NFD |
| ACT1.1.7 Assurer le traitement des salaires et des indemnités du personnel de la DCN et des PAC | Taux de rejet des dossiers transmis au trésor paiement réalisé dans les délais raisonnables | 5% 80% | 0% 100% | |
| ACT1.1.8 Assurer le renforcement des capacités du personnel de la DCN et des Magistrats au niveau des PAC | Pourcentage du personnel de la DCN et des Magistrats bénéficiant au moins d'une formation | | 100% | |
| RES 1.2 Les processus de gestion financière et budgétaire de la DCN et des PAC sont optimisés et le système de contrôle est renforcé | Taux d'exécution du budget (sur financement interne) | 100% | 97% | Gestion du SIIGFP de la DCN et des PAC par le Ministère de la Justice |
| ACT1.2.1 Garantir le versement des crédits des PAC et de la DCN accordés par la loi des finances dans un compte de dépôt ouvert au Trésor Public | Les fonds de la DCN et des PAC gérés dans un Compte de dépôt ouvert au Trésor Public | Fonds disponibles au compte de dépôt | Refus par le Trésor Public d'ouvrir un compte de dépôt pour la DCN et les PAC malgré les dispositions du texte | |
| ACT1.2.2 Assurer l'élaboration et l'exécution du budget des PAC et de la DCN conformément aux textes | -Budget élaboré dans le délai imparti -Taux de rejet des dossiers transmis au Trésor Public | Budget 2019 élaboré <5% | Budget 2019 élaboré 0% | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|--|--|---|---|---|
| ACT1.2.3 Assurer la mise en place, l'opérationnalisation et le suivi des activités du Service FJPA pour le recouvrement des amendes et des frais et dépens | Nb de service FJPA opérationnel | Phase d'étude | Phase d'étude | |
| ACT1.2.4 Présenter les états de réalisation des crédits et suivre les états de situation des comptes financiers | FCC présentée Rapport financier (annuel) produit à temps | 1 | 1 | |
| RES 1.3 L'environnement de travail auprès de la DCN et des PAC amélioré | Pourcentage du respect des normes minimales de l'environnement de travail | 50% | 50% | |
| ACT 1.3.1 Améliorer la gestion des parcs automobiles de la DCN et des PAC | Outil de gestion des parcs automobiles conçu et mis en œuvre | Conçu | Conçu | |
| ACT 1.3.2 Assurer le soutien logistique à toutes les activités et évènements initiés par la DCN et les PAC | Normes établies | 1 | 1 | |
| ACT 1.3.3 Assurer la passation des marchés publics et s'assurer de la livraison, réception des fournitures et des services, dans le respect des délais et qualité | -Avis général de passation des marchés publics (AGPM) et plan de passation de marché (PPM) élaborés et transmis aux instances concernées dans les délai réglementaires -Situation à jour de l'exécution des marchés | | - | Activité prévue pour l'année 2019 |
| RES 1.4 Le système de planification et suivi-évaluation amélioré afin d'instaurer la culture de performance | Pourcentage des indicateurs d'objectifs spécifiques et de résultats disponibles | 70% | 100,00% | |
| ACT 1.4.1 Assurer la programmation et la planification des activités de la DCN suivant l'approche GAR (Gestion Axée sur les Résultats) | Plan de Travail Annuel de la DCN élaboré | Conçu | | Activité achevée en premier trimestre de l'ouverture du PAC |
| ACT 1.4.2 Renforcer le suivi-évaluation des activités de la DCN et des PAC | Rapports périodiques produits dans les délais impartis (mensuel, trimestriel, annuel) | -mensuel 6 -trimestriel 2 -annuel 1 | -mensuel 0 -trimestriel 2 -annuel 0 | |
| ACT 1.4.3 Assurer le stockage, la mise à jour et la sécurité des informations en matière de suivi de la performance | Données en matière de suivi de la performance stockées dans un serveur de base de données sécurisé. | | Base de données provisoires mises à jour | Activité prévue pour l'année 2019 |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|--|--|--|--|---|
| ACT 1.4.4 Faire une étude sur la mise en place d'un outil informatique pour le suivi-évaluation au niveau de la DCN (Mise en place de l'outil: sous réserve de l'obtention d'un financement auprès des PTF) | Etude réalisée | Phase d'étude | Phase d'étude | Début des activités à partir du second trimestre d'ouverture du PAC |
| RES 1.5 La disponibilité et la fiabilité des statistiques relatives aux activités des PAC assurées | Rapports d'activités périodiques des PAC produits: trimestriel, annuel | -Trm: 2 -Ann: 1 | -Trm: 1 -Ann: 0 | Le rapport d'activités 4 ^{ème} trimestre 2018 a été présenté au 1 ^{er} trimestre 2019 |
| ACT 1.5.1 Faire l'état des lieux des statistiques et du système d'information au niveau des CPEAC et avant le lancement du PAC | Etat des lieux des statistiques et du Système d'Information réalisé | État des lieux réalisé pour PAC TANA (1er degré - 2nd degré) | État des lieux déjà réalisé pour PAC TANA (1er degré - 2nd degré) | |
| ACT 1.5.2 Concevoir et mettre en œuvre un nouveau système d'information au niveau des PAC et des CPEAC: Collecte-Stockage-Traitement-gestion-manipulation-analyse-transport-échange-diffusions des informations | Nouveau Système d'Information conçu et fonctionnel | Système conçu | Système conçu | |
| ACT 1.5.3 Informatiser et sécuriser le système d'information | Système d'information informatisé | Conçu | En cours de conception | Insuffisance de moyens |
| RES 1.6 Le processus de l'informatisation et de la dématérialisation engagé et élargi en vue d'améliorer l'intégrité, la probité, la transparence et le rendement du travail de la DCN et des PAC | Pourcentage des Magistrats et Greffiers des PAC et du Staff de la DCN utilisant l'outil informatique | 35% | 51% | |
| ACT 1.6.1 Assurer la gestion prévisionnelle de l'équipement informatique de la DCN et des PAC | Outil de gestion prévisionnelle de l'équipement informatique conçu | 100% | 100% | |
| ACT 1.6.2 Gérer le parc informatique du PAC et de la DCN | Outil de gestion du parc informatique conçu et mis en œuvre | Conçu | En cours de conception | |
| ACT 1.6.3 Déployer le logiciel INFO-TPI aux PAC | Logiciel INFO-TPI déployé aux PAC | phase d'étude | Réunion avec les consultants responsable du développement du logiciel INFO-TPI | |
| ACT 1.6.4 Améliorer les réseaux informatiques de la DCN et des PAC | Pourcentage des équipements informatiques connectés au réseau | 30% | 70% | |
| ACT 1.6.5 Former le personnel du PAC et de la DCN sur l'utilisation de l'outil informatique | Pourcentage du personnel des PAC et de la DCN formé | 25% | - | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|--|--|--------------------------------|-----------------------|---|
| ACT 1.6.6 Concevoir et mettre en œuvre un site web pour la DCN et les PAC | Site web opérationnel | conçu et opérationnel | Site web fonctionnel | |
| OS2 Optimiser la performance des PAC | Taux moyen des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnalisés | 8% | 5,86% | Augmentation du nombre des dossiers parvenus au PAC |
| RES 2.1 Les PAC plus accessibles, plus proche et connus des citoyens | Nombre de PAC opérationnel | 2 | 1 | |
| ACT 2.1.1 Assurer l'opérationnalisation du PAC Toamasina | PAC Toamasina opérationnel | en phase d'opérationnalisation | Processus suspendu | Suite à la décision du CSE |
| ACT 2.1.2 Etablir un plan d'action pour l'opérationnalisation des autres PAC dans les provinces | Plan d'action établi | plan pour 2019 établi | Plan pour 2019 établi | |
| ACT 2.1.3 Assurer la réhabilitation interne des bâtiments de la DCN et des PAC | Pourcentage des besoins satisfaits | 35% | ND | |
| ACT 2.1.4 Assurer la visibilité des actions de la DCN et des PAC : séances de vulgarisation des textes, sensibilisation sur les activités, couverture médiatique des évènements/activités | - Nb de séances de vulgarisation et sensibilisation réalisées - Nb de brochures édités -Nb d'évènements/activités objet de couverture médiatique | 4 700 10 | 5 1500 4 | |
| RES 2.2 Les procédures de traitement des dossiers au niveau des PAC accélérées et simplifiées et les PAC plus efficaces | Ratio Condamnés/Prévenus en matière de corruption, de blanchiment de capitaux et d'infractions économiques et financières | 45/55 | 16/84 | |
| ACT 2.2.1 Concevoir et mettre en place des standards de service au niveau des PAC (1er degré et 2nd degré) | Standards de service au niveau des PAC conçus et mises en place | phase d'étude | Phase de conception | |
| ACT 2.2.2 Adopter une procédure de poursuite assortie de mesures conservatoires | Taux des mesures conservatoires prises | 20% | 89% | |
| ACT 2.2.3 Former des voies de recours en application de la politique pénale : à tout moment de la procédure | Taux des déclarations d'appel du ministère public | 80% | ND | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|---|--|--------------|---|--------------|
| ACT 2.2.4 Assurer l'application des standards de service au niveau des PAC | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Antananarivo 1er degré | 8% | 5,9% | |
| | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Antananarivo 2nd degré | 8% | ND- | |
| | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Toamasina 1er degré -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Toamasina 2nd degré -Taux des dossiers jugés dans chaque CPEAC dans les autres provinces | 8% | - | |
| ACT 2.2.5 Concevoir, mettre à jour et diffuser les outils de travail à l'usage des Magistrats, Greffiers et du personnel des PAC (Circulaires, notes, ...) | -Nb de circulaires conçues et diffusées | 4 | 5 | |
| | -Nb de notes conçues et diffusées | 2 | 0 | |
| ACT 2.2.6 Assurer la multiplication des audiences foraines/enquêtes foraines et de sessions de Cours Criminelles Ordinaires CCO | Nb des audiences foraines/enquêtes foraines et sessions CCO réalisées | 0 | 0 | |
| ACT 2.2.7 Assurer le renforcement de capacités des greffiers | Pourcentage de greffiers ayant bénéficiés d'au moins une formation | 100% | 100% | |
| ACT 2.2.8 Assurer l'application du Traitement en Temps Réel (TTR) au niveau du parquet des PAC afin d'améliorer la direction des enquêtes et la relation entre magistrats du Parquet et officiers de police judiciaire | Nb de Parquet des PAC utilisant la méthode TTR | 1 | 1 | |
| ACT 2.2.9 Déployer le logiciel INFO-PAC afin de mettre en place un système de gestion et de traçabilité très performant des dossiers de corruption, de blanchiment de capitaux et d'infractions économiques et financières (Sur financement du NFD) | Logiciel INFO-PAC déployé | conçu | Conception : Réunion avec le consultant | |
| ACT 2.2.10 Organiser des réunions périodiques des Chefs de PAC: réunions d'échanges, de formation, d'informations et de bonne pratique | Réunions périodiques entre DCN et Chefs des PAC organisées | 10 | | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible | Réalisation Juin-Déc | Observations |
|---|---|---------------|----------------------|--------------|
| RES 2.3 La répression de la corruption, du blanchiment et des infractions économiques et financières au niveau des PAC sévère et effective | -Taux de condamnations assorties de : *confiscation | 10% | 0% | |
| | * peines complémentaires /accessoires | 5% | 47% | |
| | - politique pénale appliquée | 100% | 100% | |
| | - taux des peines fermes prononcées pour les infractions économiques et financières | 70% | 100% | |
| | - Taux de condamnation avec amendes | 70% | 47% | |
| ACT 2.3.1 Mettre en place et opérationnaliser les services des Frais de Justice Pénale et Assimilée (FJPA) | -Services FJPA mises en place au niveau du PAC Antananarivo -Situation mensuelle des recettes recouvrées au niveau des Services FJPA -Taux de recouvrement des amendes et frais et dépens prononcés | phase d'étude | phase d'étude | |
| ACT 2.3.2 Elaborer, mettre en place et suivre une politique pénale orientée vers une répression sévère des actes de corruption, de blanchiment de capitaux et d'infractions économiques et financières | -Politique pénale élaborée -Politique pénale mise en place -Rapports sur l'application de la politique pénale produits | phase d'étude | phase d'étude | |
| ACT 2.3.3 Assurer la motivation des décisions pénales | Taux des décisions pénales motivées | 100% | 100% | |
| ACT 2.3.4 Assurer l'exécution des décisions rendues par les PAC | * taux des décisions saisies | 100% | 0 | |
| | * taux des pièces d'exécution établies | 100% | 0 | |
| | * taux d'exécution des décisions rendues | 70% | 0 | |
| RES 2.4 Les autres juridictions sensibilisées sur les dossiers relevant de la compétence des PAC | nombre de juridictions sensibilisées | 70% | 33% | |
| ACT2.4.1 Organiser des missions de sensibilisation | nombre de juridictions sensibilisées | 7 | | |

I-2-Réalisations de la DCN et du PAC Antananarivo suivant le PTA 2019

En 2019, l'objectif global du Plan de Travail Annuel 2018, à savoir « Contribuer à la lutte contre la recrudescence de la corruption et les infractions assimilées et des infractions financières et économiques complexes et graves », reste maintenu compte tenu de la vocation des PAC à réprimer ces infractions. Mais pour permettre aux PAC de bien assumer leur mission et d'assurer leur performance, des activités se rapportant au renforcement de leur crédibilité sont prévues dans le Plan de Travail Annuel 2019.

Le tableau qui suit relate les réalisations de la DCN et du PAC Antananarivo durant le premier semestre 2019

Tableau n°10 : PTA 2019

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|---|--|----------------------------|--|--------------|
| OS 1 Améliorer le fonctionnement des structures internes de la DCN et des PAC | -performance globale de la DCN et du PAC | 40% | ND | |
| | -Pourcentage des indicateurs de résultats atteints | 35% | 52,63% | |
| RES 1.1 La performance du personnel de la DCN assurée | - Taux moyen de performance de l'équipe de DCN : DAF /DSISE | 40% | ND | |
| | | 40% | ND | |
| ACT 1.1.1 Assurer la gestion administrative du personnel de la DCN et des PAC | Nb d'outils de gestion conçus et mis à jour | 2 | 2 | |
| ACT1.1.2 Mettre en œuvre le règlement intérieur élaboré par le CSE | Règlement intérieur mise en œuvre | Appliqué | En attente de validation auprès du CSE | |
| ACT1.1.3 Gérer la prise en charge des maladies du personnel de la DCN, des PAC et de leur famille | Pourcentage des remboursements des frais médicaux régularisés par rapport aux nombres de demandes effectuées | 40% | 0% | |
| ACT1.1.4 Assurer la gestion prévisionnelle de l'effectif du personnel de la DCN et des PAC | Outil de gestion prévisionnelle mis en œuvre et mis à jour | Mis à jour | Mis à jour | |
| ACT1.1.5 Assurer le traitement des salaires et des indemnités du personnel de la DCN et des PAC | Taux de rejet des dossiers | <5% | ND | |
| RES 1.2 le budget de fonctionnement de la DCN et des PAC est élaboré et exécuté | Taux d'exécution du budget (sur financement interne) | 50% | 39,98% | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|---|--|---|---|
| ACT1.2.1 Assurer l'élaboration du budget 2020 et l'exécution du budget 2019 de la DCN et des PAC conformément aux textes | -Budget élaboré dans le délai imparti -Taux de rejet des dossiers transmis au Trésor Public | Budget 2020 :Phase d'études <5% | Phase d'études ND | |
| ACT1.2.2 Assurer la mise en place, l'opérationnalisation et le suivi des activités du Service FJPA pour le recouvrement des amendes et des frais et dépens | Nb de service FJPA opérationnel | 1 | Processus de mise en place du SFJPA en cours | |
| ACT1.2.3 Présenter les états de réalisation des crédits et suivre les états de situation des comptes financiers | -Nb de FCC présentée -Rapport financier produit à temps | 6 2 | 3 1 | |
| RES 1.3 Les conditions de travail et les performances des acteurs de la DCN et des PAC sont améliorées | Pourcentage du respect des normes minimales de l'environnement de travail (véhicules, bureau :espace, mat mob, flotte, mat info, connexion, tenue de travail ...) | 25% | 25% | |
| ACT 1.3.1 Améliorer la gestion des parcs automobiles de la DCN et des PAC | Outil de gestion du parc automobile mis à jour | Outil de gestion mis à jour | Outil de gestion mis à jour | |
| ACT 1.3.2 Assurer le soutien logistique à toutes les activités et évènements initiés par la DCN et les PAC | Nombre évènements organisés | 4 | 2 | |
| ACT 1.3.3 Assurer la nomination des membres de l'UGPM et du CAO | Acte établi | Acte établi | Actes de nomination des membres de l'UGPM et du CAO établis | |
| ACT 1.3.4 Assurer la passation des marchés publics et s'assurer de la livraison, réception des matériels informatiques, matériels et mobiliers de bureau, fournitures et services, ... dans le respect des délais et qualité | Taux de réalisation passation de marché | 25% | 0% | La LFR n'est disponible que vers la fin du deuxième trimestre |
| ACT1.3.5 Les besoins essentiels des PAC satisfaits afin d'améliorer leur performance | Pourcentage des besoins essentiels satisfaits | 25% | 15% | La LFR n'est disponible que |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|---|---|---|---|--|
| | | | | vers la fin du deuxième trimestre |
| RES 1.4 les structures internes de la DCN et des PAC sont renforcées | Pourcentage des indicateurs d'objectifs spécifiques et de résultats disponibles | 100% | 73,08% | |
| ACT 1.4.1 Assurer la programmation et la planification des activités de la DCN suivant l'approche GAR (Gestion Axée sur les Résultats) | Plan de Travail Annuel 2019 de la DCN élaboré PTA 2019 appliqué | Mis en œuvre | PTA 2019 élaboré et appliqué | |
| ACT 1.4.2 Renforcer le suivi-évaluation des activités de la DCN et des PAC | Rapports périodiques produits dans les délais impartis (mensuel, trimestriel, annuel) | - Trimestriel :2 | Trimestriel : 2 | |
| ACT 1.4.3 Assurer le stockage, la mise à jour et la sécurité des informations en matière de suivi de la performance | Base de données disponibles et mises à jour | Base de données disponible et mise à jour | Base de données disponible et mise à jour | |
| ACT 1.4.4 Assurer un contrôle interne effectif et efficace de la DCN et des PAC | - Taux moyen de performance de l'équipe de la DCN (DAF/DSISE/Personnel d'appui) - Taux moyen de performance du PAC (Parquet/Cabinets d'instruction/siège premier degré/Parquet Général/siège second degré) | 65% 65% | ND ND- | |
| ACT1.4.5 Œuvrer dans le renforcement des compétences des acteurs de la DCN et du PAC | Pourcentage du personnel de la DCN, des Magistrats et des greffiers bénéficiant au moins d'une formation | 50% | 32,14% (DCN) 100% (Magistrats) 100% (Greffiers) 72,86% (Moyenne) | |
| RES 1.5 La disponibilité et la fiabilité des statistiques relatives aux activités des PAC sont assurées | Rapports d'activités périodiques des PAC produits : Bimestre (JI), trimestriel (DCN-PAC), annuel (DCN-PAC) | -Bimestre :3 - trimestriel :2 | 3 2 | |
| ACT 1.5.1 Faire l'état des lieux des statistiques et du système d'information au niveau des CPEAC, avant le lancement du PAC | Etat des lieux des statistiques du CPEAC Mahajanga | - | - | Activité prévue pour le 3 ^{ème} trimestre pour le PAC Mahajanga |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|--|------------------------------|---|--|
| ACT 1.5.2 Mettre en œuvre un système d'information au niveau des PAC et des CPEAC pour la statistique : Collecte-Stockage-Traitement-gestion-manipulation-analyse-transport-échange-diffusions des informations | Base de données disponibles et mises à jour | Base de données mises à jour | Base de données disponibles et mise à jour régulièrement | |
| ACT 1.5.3 sécuriser le système d'information | Nb d'attaque / nb d'intrusion enregistré | 0 | 0 | |
| ACT 1.5.4 Informatiser et sécuriser le système d'information | Système d'information informatisé | En cours d'études | En cours d'études | |
| RES 1.6 Le processus de l'informatisation et de la dématérialisation est engagé et est élargi en vue d'améliorer l'intégrité, la probité, la transparence et le rendement du travail de la DCN et des PAC | Taux de réalisation de l'informatisation/dématérialisation auprès de la DCN et des PAC | 40% | 52,38% | |
| ACT 1.6.1 Assurer la gestion prévisionnelle de l'équipement informatique de la DCN et des PAC | Base de données des équipements informatiques disponible et mise à jour | 100% | 100% | N° d'enregistrement à la fin du mois de juin : 236 |
| ACT 1.6.2 Gérer le parc informatique de la DCN et des PAC | Outil de gestion du parc informatique mis en œuvre | Mis en œuvre | Outil de gestion mis en œuvre | |
| ACT 1.6.3 Déployer le logiciel INFO-PAC | Logiciel INFO-PAC fonctionnel aux PAC | En cours de développement | La table des infractions en cours d'élaboration et le Logiciel INFO-PAC en cours de développement | Par des consultants du projet NFD de l'UE |
| ACT 1.6.4 Améliorer les réseaux informatiques de la DCN et des PAC | Pourcentage des bureaux connectés au réseau | 35% | 53% | |
| ACT 1.6.5 Former le personnel de la DCN et des PAC sur l'utilisation de l'outil informatique | Pourcentage du personnel des PAC et de la DCN formé en informatique | 45% | Mag : 17% Gref : 15% P.A: 26% | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|--|---|---|---|
| ACT 1.6.6 Assurer l'accès du public au portail électronique de la DCN PAC | Site web mise à jour | Site web mis à jour | Site web mis à jour régulièrement : 41 articles publiés | |
| ACT 1.6.7 Elaborer le schéma directeur informatique de la DCN et des PAC | Schéma directeur informatique de la DCN et des PAC élaboré | Schéma directeur informatique en cours d'études | Schéma directeur informatique en cours d'études | |
| ACT 1.6.8 Organiser des missions de contrôle, d'appui, de collectes de données auprès des PAC, et des CPEAC des chefs-lieux de provinces | Nombre de mission de contrôle réalisée nombre de collecte réalisé | 12 20 | 0 20 | 12 au niveau de la DCN et 8 au niveau du PAC Antananarivo |
| OS2 Optimiser la performance des PAC | - Taux moyen des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnalisés - taux d'évacuation des dossiers | 30% 80% | 21,06% 50,17% | |
| RES 2.1 Les PAC plus accessibles, plus proches et connus des citoyens | Nombre de PAC opérationnels | 1 | 1 | |
| ACT 2.1.1 Créer un deuxième PAC de proximité | PAC Mahajanga opérationnel | En phase d'opérationnalisation | -Recherche d'un bâtiment à louer pour le PAC Mahajanga en cours -sélection et entretien des candidatures retenues réalisés | |
| ACT 2.1.2 Etablir un plan d'action pour la création des autres PAC dans les provinces | Plan d'action établi | | Plan d'action établi et disponible | |
| ACT 2.1.3 Mettre en place un service d'accueil et d'information dans les locaux du PAC Mahajanga | Service d'accueil et d'information du PAC Mahajanga fonctionnel | | - | Recrutement des agents d'accueil pour Mahajanga prévu au prochain trimestre |
| ACT 2.1.4 Assurer l'extension et la réhabilitation des bâtiments de la DCN et des PAC | Pourcentage des surfaces réhabilitées | 35% | 0% | PPM mis à jour et travaux de |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|---|---|--|--|--|
| | | | | réhabilitation prévus au mois de septembre |
| OS 3 Améliorer la qualité et la crédibilité des PAC | -nb de doléances contre les PAC - nb de mesures prises par le CSE contre les PAC | 3 | 4 | |
| Res 3.1 La perception des autorités et des citoyens vis-à-vis des PAC est améliorée | - standard de service appliqué - système TTR appliqué | -Standard de service en cours de validation - TTR appliqué | -Standard de service en cours de validation - TTR appliqué | Avec des consultants du projet NFD de l'UE |
| ACT 3.1.1 Assurer l'application du Traitement en Temps Réel (TTR) au niveau du parquet des PAC afin d'améliorer la direction des enquêtes et la relation entre magistrats du Parquet et officiers de police judiciaire | Nb de Parquet des PAC utilisant la méthode TTR | 1 | 1 | |
| ACT 3.1.2 Mettre en place un système d'évaluation périodique de l'application de la politique pénale par les chefs de PAC et par la coordonnatrice nationale | Rapport d'évaluation périodique de l'application de la politique pénale disponible | 2 | 0 | |
| ACT 3.1.3 Améliorer la crédibilité du PAC | Nb de doléances contre le PAC réduites présentation des rapports périodiques dans les délais raisonnables | 10 | 4 | |
| ACT 3.1.4 Rendre plus effectif et plus efficace le contrôle interne des juridictions des PAC | Nb de doléances contre le PAC réduit présentation des rapports périodiques dans les délais raisonnables | <10 | 4 présentation des rapports périodiques à temps | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|---|---|---|--|
| RES 3.2 La répression de la corruption, du blanchiment et des infractions économiques et financières au niveau des PAC sévère et effective | -Taux de condamnations assorties de : * confiscation * peines complémentaires /accessoires - politique pénale appliquée par les PAC | 8% 40% 100% | 0% 19,22% 100% | Aucune confiscation n'a été réalisée au cours du trimestre |
| ACT 3.2.1 Mettre en place et opérationnaliser les services des Frais de Justice Pénale et Assimilée (FJPA) | -Services FJPA mis en place au niveau des PAC -Situation mensuelle des recettes recouvrées au niveau des Services FJPA -Taux de recouvrement des amendes et frais et dépens prononcés | Nomination des membres du service et mise en place FJPA de Tana | Proposition des noms composant le service FJPA du PAC Antananarivo | |
| ACT 3.2.2 Elaborer, mettre en place et suivre une politique pénale orientée vers une répression sévère des actes de corruption, de blanchiment de capitaux et d'infractions économiques et financières | -Politique pénale élaborée -Rapports sur l'application de la politique pénale produits | Politique pénale adoptée et appliquée | Atelier de concertation et de prise de décision déjà organisé en vue de finaliser le document de politique pénale du Pôle Anti-Corruption | |
| ACT 3.2.3 Assurer la motivation des décisions pénales | Taux des décisions pénales motivées | 100% | 100% | |
| ACT 3.2.4 Assurer l'exécution des décisions de condamnations définitives rendues par les PAC | * taux des décisions couchées * taux des pièces d'exécution établies * taux d'exécution des décisions rendues : emprisonnement amendes | 90% 95% 80% | 100% 66,66% 100% | |
| RES 3.3 Les procédures de traitement des dossiers au niveau des PAC accélérées et simplifiées et les PAC plus efficaces | Ratio Condamnés/Prévenus | 30/70 | 29/71 | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|--|----------------------------|---------------------------|--------------|
| ACT 3.3.1 Adopter une procédure de poursuite assortie de mesures conservatoires pour les infractions définies comme prioritaire par la politique pénale | Taux des mesures conservatoires prises | 85% | 100% | |
| ACT 3.3.2 Former des voies de recours en application de la politique pénale : à tout moment de la procédure | Taux des déclarations d'appel du ministère public | 10% | 15,62% | |
| ACT 3.3.3 Assurer l'application des standards de service au niveau des PAC | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Antananarivo 1er degré | 9% | 12,57% | |
| | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Antananarivo 2nd degré | 65% | 76.9% | |
| | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Mahajanga 1er degré | - | - | |
| | -Taux des dossiers jugés au niveau du PAC Mahajanga 2nd degré | - | - | |
| Res 3.4 les rôles et responsabilités des acteurs judiciaires des PAC sont exercés dans un cadre d'imputabilité, de redevabilité et d'obligations de résultats | -Taux de performance globale du parquet | 45% | | |
| | -Taux de performance globale des Cabinets d'Instruction | 45% | | |
| | -Taux de performance globale du siège du premier degré | 45% | ND | |
| | -Taux de performance globale du parquet général | 45% | | |
| | -Taux de performance globale du siège du second degré | 45% | | |
| ACT 3.4.1 Concevoir un système d'évaluation des magistrats et des greffiers du Parquet | -Taux de performance des magistrats du parquet | 45% | | |
| | -Taux de performance des greffiers du parquet | 45% | ND | |
| ACT 3.4.2 Concevoir un système d'évaluation des magistrats et des greffiers des cabinets d'instructions | -taux de performance des magistrats des cabinets d'instructions | 45% | | |
| | -taux de performance des greffiers des cabinets d'instructions | 45% | ND | |

| Logique d'intervention | Indicateur | Valeur Cible Trimestrielle | Réalisations Janvier-Juin | Observations |
|--|---|----------------------------|---------------------------|--------------|
| ACT 3.4.3 Concevoir un système d'évaluation des magistrats et des greffiers du siège premier degré | -Taux de performance des magistrats du siège premier degré | 45% | ND | |
| | -Taux de performance des greffiers du siège premier degré | 45% | | |
| ACT 3.4.4 Concevoir un système d'évaluation des magistrats et des greffiers du Parquet du second degré | -Taux de performance des magistrats du Parquet du second degré | 45% | ND | |
| | -Taux de performance des greffiers du parquet du second degré | 45% | | |
| ACT 3.4.5 Concevoir un système d'évaluation des magistrats et des greffiers du siège second degré | -Taux de performance des magistrats du siège second degré | 45% | ND | |
| | -Taux de performance des greffiers du siège second degré | 45% | | |
| ACT 3.4.6 Organiser des missions intérieures pour le PAC et assurer la visibilité des actions de la DCN et des PAC | Nb de missions intérieures réalisées | 16 | 6 | |
| ACT3.4.7 Gérer les missions intérieures et extérieures des personnels de la DCN et des PAC | Taux des missions(intérieur/extérieur) réalisées par rapport aux missions prévues | 35% | 19% | |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/Juillet 2019

D'une manière générale, la DCN et le PAC Antananarivo ont assuré leur rôle et mission malgré un budget d'exécution non mobilisable que vers la fin du second trimestre.

II-ACTIVITES JURIDICTIONNELLES

II.1. Situation générale des dossiers au niveau du PAC 1er degré Antananarivo

Depuis son lancement officiel le 15 juin 2018, le PAC Antananarivo a reçu 393 dossiers dont 141 dossiers hérités de la CPEAC et 252 nouvelles affaires. 78 dossiers ont été jugés par la juridiction durant la même période.

Au 30 juin 2019, 293 dossiers sont en instance au niveau du PAC Antananarivo. Ces dossiers en instance sont en cours de traitement au niveau des cabinets d'instruction, chambre correctionnelle et parquet du premier degré.

Le tableau ci-dessous présente la situation générale des dossiers au niveau du PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 11 : Situation des dossiers au niveau du PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019

| DOSSIERS CPEAC | ENTREE PAC DE JUIN 2018 A JUIN 2019 | TOTAL | DOSSIERS JUGES | AFFAIRES CLASSEES SANS SUITE, DESSAISISEMENT et ONL | DOSSIERS EN INSTANCE AU 30-juin- 2019 |
|-------------------|---|-------|-------------------|--|---|
| 141 | 252 | 393 | 78 | 22 | 293 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.2. Les activités juridictionnelles du Premier Degré

II.2.1.SIEGE

Evolution des dossiers enrôlés et jugés au niveau de la Chambre Correctionnelle

Dossiers enrôlés et jugés

De juin 2018 à juin 2019, 152 dossiers ont été enrôlés au niveau de la chambre correctionnelle. Elle a jugé 78 dossiers au cours de cette période, 60% de jugements rendus ont été frappés d'appel. Cette Chambre a renvoyé 74 dossiers à la fin du mois de juin 2019. Le taux d'évacuation est de 51%.

Le tableau ci-dessous montre la situation des dossiers enrôlés et jugés au niveau de la Chambre correctionnelle de juin 2018 à juin 2019

Tableau 12: Situation des dossiers enrôlés et jugés au niveau de la chambre correctionnelle de janvier à juin 2019

| PERIODE | AFFAIRES ENROLEES | AFFAIRES JUGEES | AFFAIRES RENVOYEEES |
|-------------------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Juin à Septembre 2018 | 7 | 3 | 4 |
| Octobre à Décembre 2018 | 33 | 11 | 22 |
| Janvier à Mars 2019 | 43 | 21 | 22 |
| Avril à Juin 2019 | 69 | 43 | 26 |
| TOTAL | 152 | 78 | 74 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Décisions de condamnation et relaxes :

De juin 2018 à juin 2019, le nombre de prévenu jugé a été de 221 personnes dont 137 personnes ont été relaxées et 84 personnes condamnées. Les peines ont été prononcées contre 55 personnes de simples citoyens Malagasy, 6 personnes citoyens étrangers et 23 agents publics.

Le tableau suivant montre le nombre de condamnations et relaxes prononcées au cours de la période de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 13 : situation des personnes condamnées et relaxées au cours de la période de juin 2018 à juin 2019

| | PERSONNES MORALES | PERSONNES PHYSIQUE | | | | | ENSEMBLE |
|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|----------------|------|-------|----------|
| | | CITOYENS MALAGASY | CITOYENS ETRANGERS | AGENTS PUBLICS | ELUS | TOTAL | |
| PREVENUS | 7 | 129 | 13 | 70 | 2 | 214 | 221 |
| PREVENUS RELAXES | 7 | 74 | 7 | 47 | 2 | 130 | 137 |
| PREVENUS CONDAMNES | 0 | 55 | 6 | 23 | 0 | 84 | 84 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Evolution des dossiers au niveau de la Chambre de Détention Préventive (CDP)

Dans l'ensemble, 403 demandes ont été reçues par la Chambre de Détention Préventive durant la première année de fonctionnement du PAC 1^{er} degré dont 288 demandes de mise en liberté provisoire et 115 demandes de recours par les inculpés. Le taux d'acceptation de la mise en liberté provisoire est de 5,5% au cours de la période de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 14: Situation des demandes de mise en liberté provisoire de juin 2018 à juin 2019

| LES PROCEDURES | NOMBRE DE DEMANDES | NOMBRE DE DEMANDES REFUSEES | NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTEES |
|--------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------------------|
| PROCEDURE LP | 288 | 274 | 14 |
| PROCEDURE RECOURS PAR INCULPES | 115 | 107 | 8 |
| TOTAL | 403 | 381 | 22 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Evolution des dossiers au niveau de la Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs (CSCA)

Au cours de la première année de fonctionnement du PAC 1^{er} degré, la Chambre de saisie et Confiscation des avoirs (CSCA) a été saisie de 223 demandes de confirmation de saisie et gel des avoirs. Ces demandes de confirmation de saisies et gels ont émané des OPJ et des Administrations Spécialisées, des Juges d'Instruction et du ministère public. Le taux de confirmation de saisies et gels a atteint plus de 98,6% au cours de cette période.

Le tableau suivant montre la saisine de la Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 15: Saisine de la Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs de juin 2018 à juin 2019

| PERIODE | DEMANDE DE SAISIES | JUGEMENT DE CONFIRMATIONS | JUGEMENTS DE SAISIE ET GEL MP |
|--------------------------|--------------------|---------------------------|-------------------------------|
| de Juin 2018 à Juin 2019 | 223 | 220 | 3 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Evolution des dossiers au niveau des Cabinets d'Instruction

De juin 2018 à juin 2019, les Cabinets d'Instruction ont reçu au total 255 dossiers. Parmi les dossiers reçus, le nombre des affaires réglées au cours de cette période a été de 171 dossiers. Le taux moyen d'évacuation au niveau des quatre cabinets d'Instruction a atteint 67%.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations des quatre cabinets d'instruction au cours du juin 2018 à juin 2019.

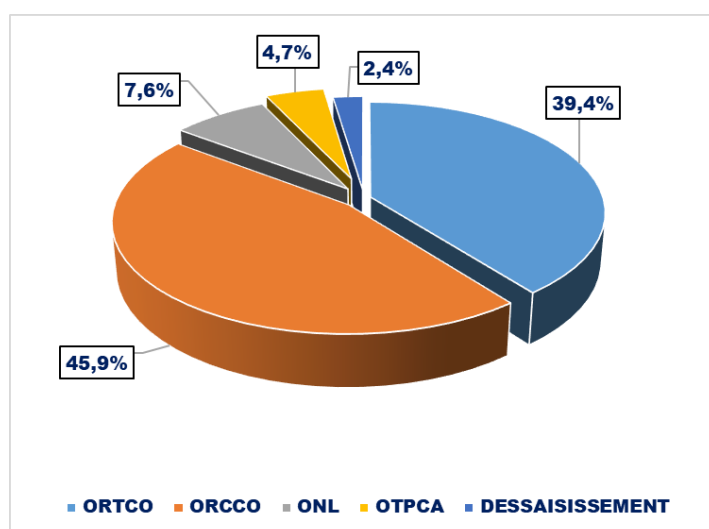
Tableau 16: situation des dossiers au niveau des cabinets d'instruction au cours de la période de juin 2018 à juin 2019

| DOSSIERS | DOSSIERS ENTRES | DOSSIERS REGLES |
|-------------------|-----------------|-----------------|
| TOUS LES CABINETS | 255 | 171 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Les dossiers réglés se répartissent comme suit : 45,9% dossiers en décision ORCCO, 39,4% dossiers en ORTCO, 7,5% dossiers en ONL, 4,7% dossiers en OTPCA et 2,4% dessaisissements.

Figure n°07: Répartition des affaires réglées au niveau des quatre cabinets d'instruction durant la période de juin 2018 à juin 2019



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.2.2 - Activités du Parquet 1er degré

Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, 252 nouvelles affaires ont été enregistrées dans le registre des plaintes du parquet près le PAC Antananarivo. 250 dossiers ont été réglés dont 77% des dossiers ont fait l'objet de réquisitoire introductif devant les cabinets d'instruction préparatoire, 13% des dossiers en information sommaire et 4% selon la procédure de citation directe devant le tribunal correctionnel. Les dossiers classés sans suite sont de l'ordre de 6% de dossiers traités au cours de cette période.

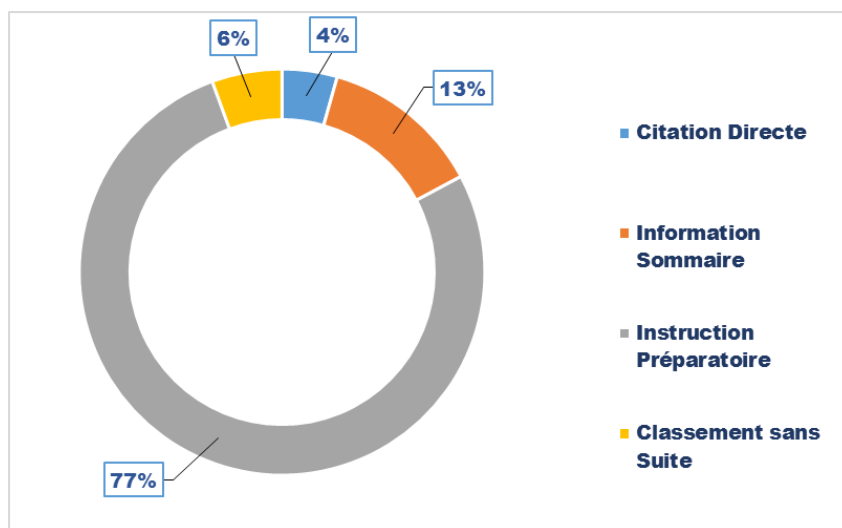
Le tableau ci-après montre le détail des diligences effectuées au cours de la période de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 17: Evolution des affaires traitées au niveau du parquet près le PAC premier degré

| | AFFAIRES ENTRANTES | AFFAIRES REGLEES | AFFAIRES EN INSTANCE AU 30 JUIN 2019 |
|----------------------|-----------------------|---------------------|---|
| Juin à décembre 2018 | 98 | 96 | 2 |
| Janvier à Juin 2019 | 154 | 154 | 2 |
| Total | 252 | 250 | 2 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juin 2019

Figure n°08: répartition des affaires réglées au niveau du parquet près la juridiction de première instance durant la période de juin 2018 à juin 2019



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Répartition des dossiers au niveau du Parquet selon les sources des Procès-verbaux

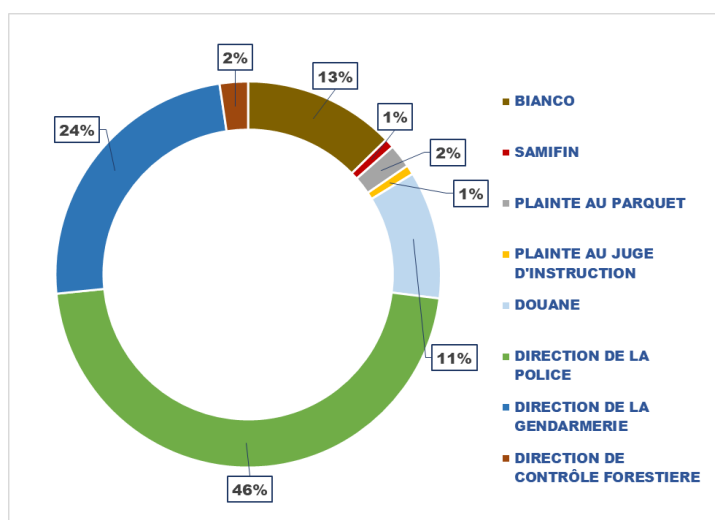
Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, les dossiers reçus au parquet près le PAC Antananarivo ont été répartis comme suit :

- Direction de la Police Nationale : 46%
- Gendarmerie Nationale : 24%
- BIANCO : 13%.
- Douane : 11%
- Direction de Contrôle forestière : 2%
- Plainte au parquet : 2%
- SAMIFIN : 1%
- Plainte avec constitution de partie civile : 1%

Seuls les dossiers émanant du SAMIFIN portés dans le registre de plainte sont considérés dans le présent rapport. Le cahier d'arrivée du parquet permet de répertorier les dossiers transmis par le SAMIFIN qui sont en cours d'enquête au niveau des OPJ ou en attente des décisions du parquet.

Le graphique suivant présente la répartition des dossiers au niveau du Parquet près le PAC Antananarivo selon les sources des plaintes et des procès-verbaux.

Figure n° 09: Répartition des dossiers selon les sources des plaintes et des PV



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

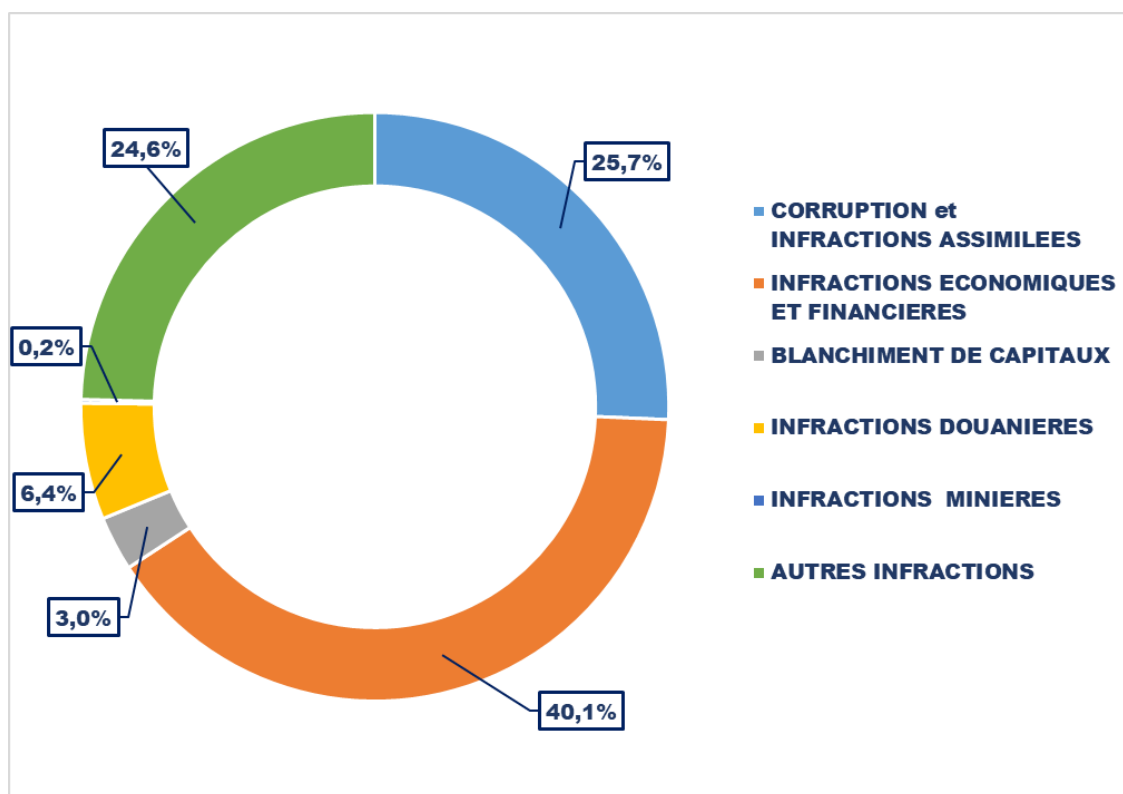
Répartition des dossiers au niveau du Parquet selon les types d'infraction

Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, la répartition des dossiers selon les groupes d'infraction a été comme suit :

- Infractions économiques et financières : 40,1% des infractions traitées au niveau du PAC
- Infractions de corruption et assimilés : 25,7%
- Infractions douanières et minières : 6,4%
- Blanchiment des capitaux : 3,0%
- Infractions minières : 0,2%
- Autres infractions : 24,5% traitées des êtres humains, armement, associations des malfaiteurs, commerce illégal des espèces de faunes et flores sauvages, terrorisme, menace contre les personnes,...

Le graphique suivant montre la répartition des dossiers au niveau du Parquet selon les types d'infraction.

Figure n°10: la répartition des affaires reçues selon les types d'infraction



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Les tableaux ci-dessous représentent les infractions traitées au niveau du PAC dont 91,2% infractions par compétence et 8,8% les infractions connexes.

Tableau 18: Répartition des dossiers selon le type d'infractions par compétences

| INFRACTIONS TRAITÉES | PROPORTION EN % |
|---|-----------------|
| ABUS DE BLANC SEING | 0,2% |
| ABUS DE CONFIANCE | 6,6% |
| ABUS DE FONCTION | 7,2% |
| ABUS DES BIENS SOCIAUX | 0,8% |
| ARMEMENT | 3,4% |
| BLANCHIMENT DE CAPITAUX | 3,0% |
| CHANGE | 0,2% |
| COMMERCE ILLÉGAL DES ESPÈCES DE FAUNES ET FLORES SAUVAGES | 2,8% |
| CONCUSSION | 0,6% |
| CONFLIT D'INTERET | 0,2% |
| CORRUPTION | 0,4% |
| CORRUPTION PASSIVE | 2,2% |
| CORRUPTION ACTIVE | 3,2% |
| CYBERCRIMINALITÉ | 0,8% |

| INFRACTIONS TRAITÉES | PROPORTION EN % |
|--|-----------------|
| DÉTOURNEMENT DE DENIERS PRIVÉS | 4,2% |
| DÉTOURNEMENT DE DENIERS PUBLICS | 4,6% |
| EMISSION DE CHÈQUE SANS PROVISION | 1,4% |
| ENRICHISSEMENT ILLICITE | 1,2% |
| ESCROQUERIE | 12,4% |
| EXONÉRATION ET FRANCHISES ILLÉGALES | 0,2% |
| EXTORSION DE FOND | 0,4% |
| FAUX BILLETS DE BANQUE | 0,4% |
| FAVORITISME | 2,0% |
| FOURNITURE D'APPUI | 0,2% |
| INFRACTION DE FAUX | 16,2% |
| INFRACTIONS MINIÈRES | 0,2% |
| INFRACTIONS DOUANIÈRES | 5,4% |
| OPPOSITION DE MAUVAISE FOI AU PAIEMENT DE CHÈQUE | 0,2% |
| PRISE D'EMPLOI PROHIBÉ | 0,6% |
| PRISE D'OTAGE, COMPLICITÉ DE PRISE D'OTAGE | 0,8% |
| PROCÉDURES COLLECTIVES D'APUREMENT DU PASSIF | 0,2% |
| STUPÉFIANTS | 1,0% |
| TERRORISME | 2,2% |
| TRAITE DES ÊTRES HUMAINS | 5,2% |
| USURPATION DE TITRE, USURPATION DE FONCTION | 0,4% |
| Total | 91,2% |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Tableau 19: Répartition des dossiers selon le type d'infractions connexes

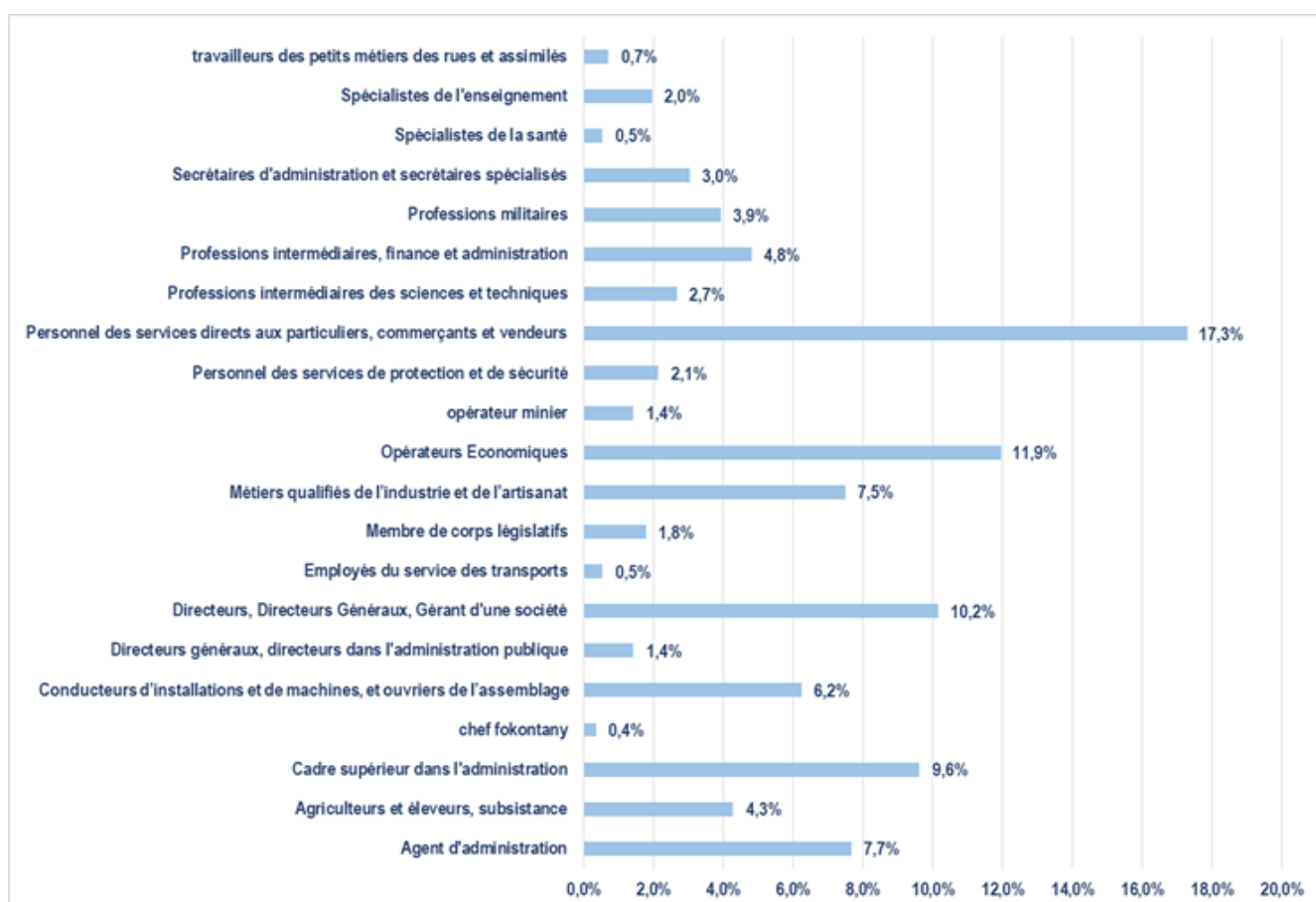
| INFRACTIONS CONNEXES | PROPORTION EN % |
|--------------------------------------|-----------------|
| ACTE DE SORCELLERIE* | 0,4% |
| ASSOCIATION DES MALFAITEURS* | 3,2% |
| DESTRUCTION DES BIENS | 0,2% |
| DESTRUCTION DES PIÈCES DE PROCÉDURE | 0,6% |
| EXPLOITATION SEXUELLE | 0,2% |
| FOURNITURE D'APPUI | 0,2% |
| MENACE CONTRE LES PERSONNES* | 1,8% |
| NON EXÉCUTION DE DÉCISION DE JUSTICE | 0,2% |
| PORT ILLÉGAL D'UNIFORME MILITAIRE* | 0,2% |
| USURE* | 0,4% |
| VIOL SUR MINEURE | 0,2% |
| VIOLATION DE DOMICILE | 0,2% |
| VIOLENCE ET VOIE DE FAIT | 0,6% |
| VOLS | 0,4% |
| Total | 8,8% |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Répartition des prévenus selon la catégorie socio-professionnelle

Si l'on se réfère à la Classification Internationale Type des Professions 2008 (CITP 08), 17,3% des personnes prévenues sont classées dans le groupe du personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs. Le groupe des opérateurs économiques se trouve en deuxième position avec une proportion de 11,9%. Suivi par le groupe de directeurs, directeurs généraux et gérants de société en troisième position avec une proportion de 10,2%. Le détail de la répartition des prévenus selon la catégorie socio-professionnelle est présenté par le graphique suivant.

Figure n°11: la répartition des prévenus selon leur catégorie professionnelle



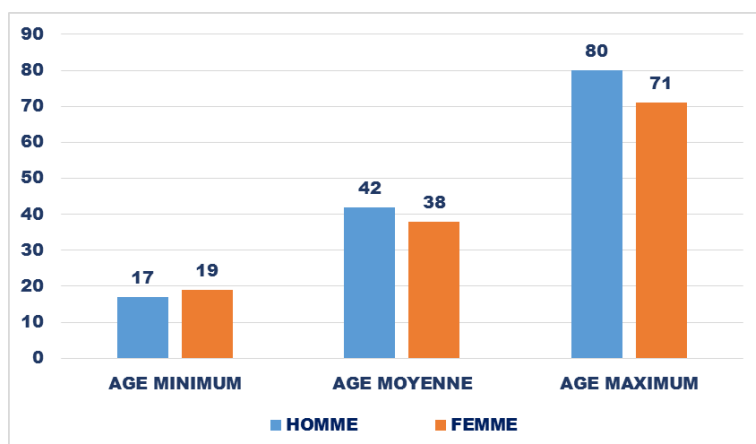
Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Age des prévenus selon le genre

L'âge minimum par genre des prévenus est de 17 ans pour le sexe masculin et 19 pour le sexe féminin. L'âge moyen des prévenus hommes est de 42 ans contre 38 ans pour les femmes. Quant à l'âge maximum, il est de 81 ans pour les Hommes et 63 ans pour les femmes.

Le graphique suivant indique l'âge minimum, l'âge maximum et l'âge moyen des prévenus selon le genre au cours d'une année de fonctionnement du PAC Antananarivo

Figure n°12: l'âge des prévenus selon le genre



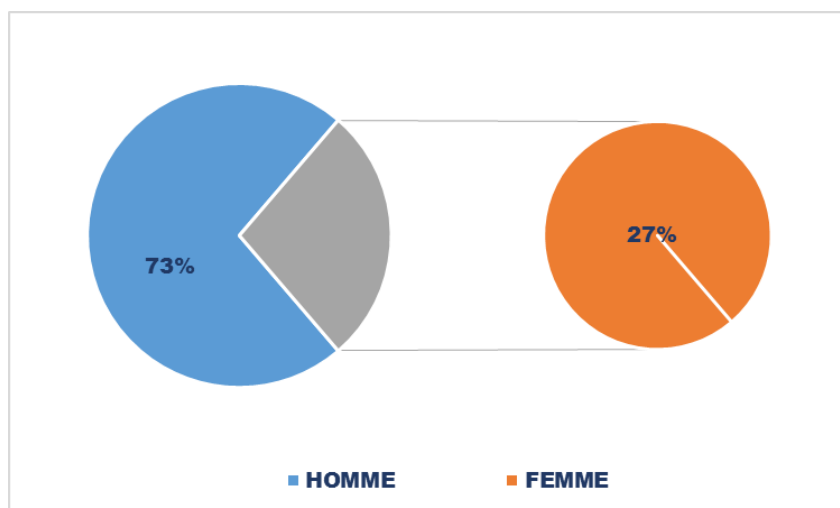
Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Répartition des prévenus selon le genre

Au cours de la période d'une année de fonctionnement du PAC Antananarivo, la plupart de prévenus sont de sexe masculin, soient 73% des prévenus.

Le graphique suivant montre la répartition des prévenus selon le genre durant la période de juin 2019 à juin 2019.

Figure n°13: Répartition des prévenus selon le genre

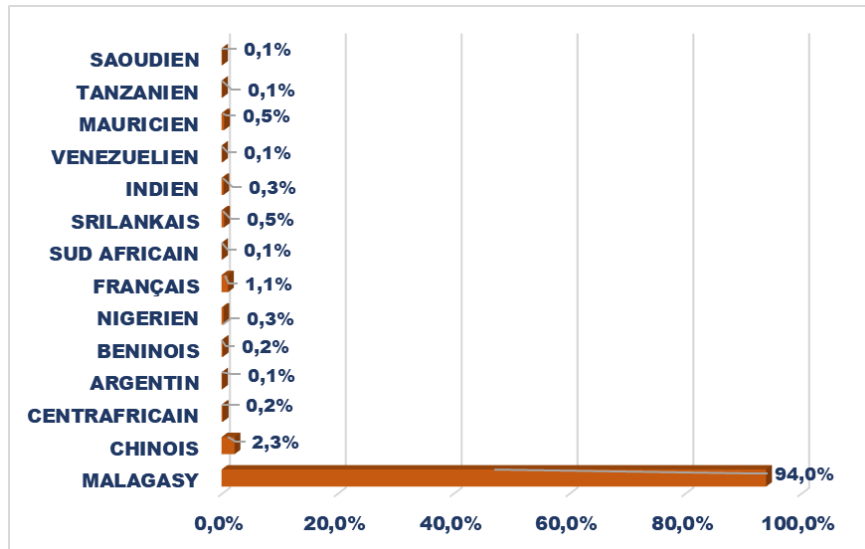


Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Répartition des prévenus selon la nationalité

Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, 6% des personnes prévenues sont de nationalité étrangère. Le graphique suivant montre le pourcentage des prévenus selon leur nationalité de juin 2018 à juin 2019

Figure n°14 Répartition des prévenus selon la nationalité



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.3. les activités juridictionnelles du second degré

Dans l'ensemble, la juridiction du second degré du PAC Antananarivo a été saisi de 183 dossiers au cours de la période de juin 2018 à juin 2019. Par rapport au 2^{ème} semestre 2018, le volume des dossiers à traiter a connu une hausse de 35,1% au cours du premier semestre 2019. De plus, les arrêts rendus, de janvier à juin 2018 ont accusé une hausse de 133% par rapport au second semestre 2018. Les 62 dossiers au niveau de la chambre criminelle sont encore en attente de session de la Cour Criminelle Ordinaire (CCO).

Le tableau suivant présente la situation des dossiers au niveau du PAC second degré durant le second semestre 2018 et le premier semestre 2019

Tableau 20: Situation générale des dossiers au niveau du PAC second degré durant le second semestre 2018 et le premier semestre 2019

| CHAMBRE | juin à décembre 2018 | | janvier à juin 2019 | |
|---|----------------------|---------------------------|---------------------|---------------------------|
| | SAISINE | NOMBRE D'ARRETS RENDUS | SAISINE | NOMBRE D'ARRETS RENDUS |
| CHAMBRE CORRECTIONNELLE | 6 | 5 | 15 | 22 |
| CHAMBRE CRIMINELLE | 30 | 0 | 32 | 0 |
| CHAMBRE D'ACCUSATION | 36 | 31 | 60 | 57 |
| CHAMBRE DE SAISIE ET CONFISCATION DES AVOIRS | 0 | 0 | 4 | 5 |
| TOTAL | 72 | 36 | 111 | 84 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.3.1. SIEGE

Le Siège du PAC second degré a enrôlé 145 dossiers de juin 2018 à juin 2019 dont 45 dossiers inscrits au rôle au niveau de la Chambre Correctionnelle, 96 dossiers inscrits au rôle de la Chambre d'Accusation et 04 dossiers inscrits au rôle de la chambre de saisie et confiscation des avoirs. La Chambre correctionnelle a rendu 27 arrêts dont 11 arrêts Avant Dire Droit (ADD) aux fins d'informations supplémentaires et 16 arrêts définitifs. Parmi les arrêts définitifs, 02 arrêts ont fait l'objet de pourvoi en cassation. Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, le taux moyen de dossiers jugés au niveau du PAC Second degré a atteint 60%. Quant à la Chambre d'accusation, elle a rendu 88 arrêts dont 45% sont des arrêts de confirmation, 19% demande de liberté provisoire rejetée, 8% arrêts d'infirmité, 7% arrêts d'ordonnance de renvoi devant la cour criminelle ordinaire avec ordonnance de prise de corps indirect, 5% appels irrecevables.

Tableau 21: Situation des dossiers au niveau du siège du PAC second degré durant la période de juin 2018 à juin 2019

| SECTION | Juin à Décembre 2018 | | | Janvier à Juin 2019 | | |
|--|--------------------------|------------------|--------------------------|----------------------|------------------|-----------------------|
| | AFFAIRES ENROLEE S | ARRETS RENDUS | AFFAIRES RENOYEE S | AFFAIRES ENROLEES | ARRETS RENDUS | AFFAIRES RENOYEEES |
| CHAMBRE CORRECTIONNELLE | 9 | 5 | 4 | 36 | 22 | 19 |
| CHAMBRE D'ACCUSATION | 36 | 31 | 5 | 60 | 57 | 4 |
| CHAMBRE DE SAISIE ET CONFISCATION DES AVOIRS (CSCA) | 0 | 0 | 0 | 4 | 5 | 0 |
| TOTAL | 45 | 36 | 9 | 100 | 84 | 23 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Les motifs de renvoi au niveau de la chambre correctionnelle sont généralement pour citation à parquet général et à la demande des prévenus. Pour la chambre d'accusation, les

motifs de renvoi sont les empêchements du président, à la demande des conseils et les enrôlements par erreur devant la chambre d'accusation. Le volume des dossiers traités au niveau du siège second degré a presque doublé par rapport au second semestre de l'année 2018.

II.3.2. LE MINISTERE PUBLIC

Dans l'ensemble, le Parquet Général a enregistré 183 dossiers de juin 2018 à juin 2019 dont 21 dossiers renvoyés devant la Chambre Correctionnelle, 96 dossiers devant la Chambre d'Accusation, 62 dossiers en attente d'enrôlement devant la Cour Criminelle et 04 dossiers devant la Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs. Le volume des dossiers traités au niveau du parquet général a enregistré une hausse de l'ordre 54,1% au cours du premier semestre 2019.

Le tableau suivant montre la situation des dossiers au niveau du Parquet Général du PAC second degré de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 22: Situation des dossiers au niveau du ministère public du PAC second degré durant la période juin 2018 à juin 2019

| SECTION | Juin à décembre 2018 | | | Janvier à Juin 2019 | | |
|---|----------------------|------------------|----------------------|---------------------|------------------|----------------------|
| | AFFAIRES ENTRANTES | AFFAIRES SORTIES | AFFAIRES EN INSTANCE | AFFAIRES ENTRANTES | AFFAIRES SORTIES | AFFAIRES EN INSTANCE |
| CHAMBRE CORRECTIONNELLE | 6 | 6 | 0 | 15 | 15 | 0 |
| COUR CRIMINELLE | 30 | 0 | 30 | 32 | 0 | 32 |
| CHAMBRE D'ACCUSATION | 36 | 36 | 0 | 60 | 60 | 0 |
| CHAMBRE DE SAISIE ET CONFISCATION DES AVOIRS (CSCA) | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 |
| TOTAL | 72 | 42 | 30 | 111 | 79 | 32 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Mesures d'interdiction de sortie du territoire durant la période d'octobre à décembre 2018

Concernant les mesures d'interdiction de sortie du territoire (IST) prises, le Ministère Public du second degré a reçu au total 38 demandes au cours de la période de juin 2018 à juin 2019. Le Parquet Général a accordé 35 demandes d'interdiction de sortie du territoire et refusé une demande. A la fin du mois de juin 2019, Deux dossiers sont laissés en instance. Le tableau suivant présente la situation des demandes d'interdiction de sortie du territoire de juin 2018 à juin 2019.

Tableau 23: Situation des demandes d'interdiction de sortie du territoire du Ministère Public du second degré de juin 2018 à juin 2019

| | Juin à Décembre 2018 | Janvier à Juin 2019 | Total |
|--------------|-------------------------|------------------------|-------|
| DEMANDE | 13 | 25 | 38 |
| IST ACCORDEE | 13 | 22 | 35 |
| IST REFUSEE | 0 | 1 | 1 |
| EN INSTANCE | 0 | 1 | 2 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.4- SITUATION DES DOSSIERS TRANSMIS PAR LE BIANCO ET LE SAMIFIN AU PAC d'Antananarivo

II.4.1 -Situation des dossiers transmis par le BIANCO au cours de la première année de fonctionnement du PAC

Au cours de la période de juin 2018 à juin 2019, le BIANCO a transmis 30 dossiers au niveau du parquet près la juridiction de première instance du PAC Antananarivo. Parmi ces dossiers, 25 dossiers ont fait l'objet de réquisitoire introductif devant les cabinets d'instruction préparatoire, 02 dossiers en information sommaire, 02 dossiers en citation directe et 1 dossier classé sans suite.

Dans l'ensemble, 32,3% des dossiers du BIANCO sont en attente de session de la Cour Criminelle Ordinaire (CCO).

Tableau 24 : Situation des dossiers transmis par le BIANCO au PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019

| Année | Classe sans Suite | Citation directe | Instruction Préparatoire | Information Sommaire | Total |
|--------------------------|----------------------|---------------------|-----------------------------|-------------------------|-------|
| De juin 2018 à juin 2019 | 2 | 1 | 25 | 2 | 30 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Le tableau ci-après montre la répartition des affaires reçues par type d'infraction

Tableau 25: la répartition des affaires reçues selon les type d'infraction de juin 2018 à juin 2019

| Type d'infraction | Proportion en % |
|-----------------------------------|-----------------|
| Abus de fonction | 25% |
| Blanchiment de capitaux | 3% |
| Concussion | 1% |
| Corruption | 2% |
| Corruption active | 7% |
| Corruption passive | 6% |
| Détournement de deniers privés | 4% |
| Détournement de deniers publics | 13% |
| Enrichissement illicite | 1% |
| Exonération et franchise illégale | 1% |
| Favoritisme | 6% |
| Infraction de faux | 28% |
| Autres infractions | 4% |
| Total général | 100% |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

Les autres infractions concernent la destruction de pièces de procédure, bris de scellé et entrave au bon fonctionnement de la justice.

Le graphique suivant montre la répartition des prévenus du BIANCO selon la catégorie professionnelle (CITP 08).

Figure n°15: la répartition des prévenus du BIANCO selon leur catégorie professionnelle



Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019

II.4.2 -Situation des dossiers transmis par le SAMIFIN au cours de la première année de fonctionnement du PAC Antananarivo

De juin 2018 à juin 2019, 30 nouvelles affaires venant du SAMIFIN ont été enregistrées au Parquet du PAC premier degré. Il ressort du tableau ci-dessous que 04 dossiers sont en attente de décisions du Ministère Public, 10 dossiers au niveau de la gendarmerie pour ouverture d'enquête, 08 dossiers au niveau de la police nationale et 08 autres dossiers au niveau du BIANCO.

Tableau 26: Situation des dossiers transmis par le SAMIFIN au PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019

| Situation des dossiers SAMIFIM | Nombre de dossier de juin 2018 à juin 2019 |
|---|--|
| En attente décision MP | 4 |
| En cours d'enquête à la police nationale | 8 |
| En cours d'enquête à la gendarmerie nationale | 10 |
| En cours d'enquête au niveau du BIANCO | 8 |
| Total | 30 |

Source: DSISE/ Service Statistique/juillet 2019



CHAPITRE III
EVENEMENTS
MARQUANTS

I - EVENEMENTS MARQUANTS DE LA DCN ET DU PAC



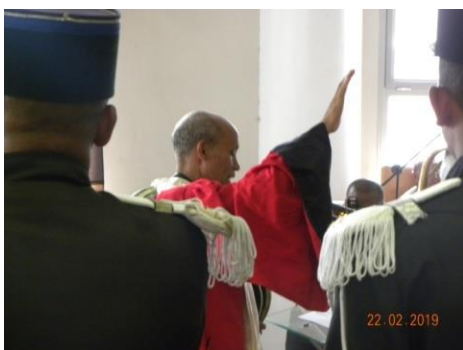
Le 15 juin 2018, Prestation de serment des Chefs du PAC Second Degré Antananarivo à la Cour Suprême Anosy



Le 15 Juin 2018, Cérémonies d'inauguration des locaux de la DCN et du PAC Antananarivo, Installation des Magistrats du PAC et prestation de serment des Greffiers en Chef



Le 11 décembre 2018, célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption par la DCN et le PAC et lancement officiel de leur site web à la Cour Suprême Anosy.



Le 25 Février 2019, Prestation de serment du nouveau Chef du Ministère Public du PAC Second Degré d'Antananarivo et remise des véhicules pour la DCN et le PAC Mahajanga par le PNUD

II- ACTIVITES FINANCEES PAR LES PTF

Avant que la DCN et le PAC Antananarivo soient opérationnels, les PTF ont déjà apporté leur contribution



*Avant l'opérationnalisation du PAC,
Réhabilitation des locaux abritant la
DCN et le PAC Antananarivo sur
financement du PNUD*



*Depuis Juillet 2018, Conception du
logiciel INFO-PAC par un Consultant du
projet NFD de la DUE*



Les 11 et 12 Avril 2019, Organisation des Journées portes ouvertes de la DCN et du PAC Antananarivo à Toamasina sur financement du PNUD



Les 06 et 07 Mai 2019, Bilan annuel ou retraite de la DCN et du PAC Antananarivo sur financement du PNUD



Depuis Février 2019, Conception de la table des infractions pour le PAC (Consultant) sur financement du NFD

Depuis le mois de mai 2019, Conception de la politique pénale du PAC (Consultant) sur financement du GIZ

III RENFORCEMENT DES CAPACITES

III.1 Formations locales

III.1.1 DIRECTION DE COORDINATION NATIONALE

Le tableau suivant relate les renforcements de capacités du personnel de la DCN au cours de la période de Juin 2018 au mois de juin 2019.

Tableau n° 27 Renforcement des capacités des personnels de la DCN

| Mois Année | Thèmes | Nombre des participants | Financement / Partenariat |
|----------------|--|-------------------------|--|
| Septembre 2018 | Atelier de lancement des activités de DAR-Research4Life-Madagascar | 1 | |
| Octobre 2018 | Atelier sur le « <i>Le référentiel des métiers et des compétences des métiers de l'information documentaire : un outil pour leur valorisation et leur reconnaissance</i> » | 1 | CONSIST |
| Octobre 2018 | « <i>La gestion budgétaire et le management</i> » à l'ENMG | 3 | PNUD |
| Octobre 2018 | Atelier sur le " <i>Les enjeux de la Coopération régionale en matière de Justice</i> " à l'Hôtel Carlton | | Les magistrats des Hautes juridictions de l'Océan Indien |
| Octobre 2018 | Réunion de travail sur : les Règles Nelson Mandela en définissant des Règles minima pour le traitement des détenus, considérés comme des "citoyens les plus faibles" | | CNIDH |
| Octobre 2018 | Conférence sur la thématique de la " <i>Gouvernance liée au développement</i> " | | |
| Novembre 2018 | " <i>Ateliers-formations sur l'accès aux ressources électroniques</i> " | 1 | CSI et le Programme d'Accès Numérique à la Recherche avec l'appui de TECH BANK |
| Novembre 2018 | formation en « Administration Système et Réseaux sous-Linux », financée par à l'INSCAE | | NFD |
| | Atelier sur l'évaluation des menaces et de la vulnérabilité nationale en matière de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme | | |

Source : DCN/Juillet 2019

III.1.2 Magistrats

Les Magistrats ont bénéficié de formations avant leur prise de fonction au PAC .

Tableau n° 28 Renforcement des capacités des Magistrats

| Mois Année | Thèmes | Nombre des participants | Financement/Partenariat |
|----------------|--|-------------------------|--|
| Mars 2018 | Présentation du Pôle Anti-corruption à Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes | | |
| Avril 2018 | « Les infractions économiques et financières » et « la criminalité transnationale organisée et le blanchiment d'argent » à Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes | | SCAC |
| | Procédure administrative et judiciaire en matière de traite d'Etres Humains et de prise en charge des victimes de traite de personnes | 24 | OIM |
| Septembre 2018 | « L'accès aux ressources électroniques, du Programme Research 4 Life » | 1 | CSI et le Technology Bank/DAR (Digital Access to Research) |
| Septembre 2018 | Atelier sur « la Coopération et coordination entre les organes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme » à l'ENMG | | SAMIFIN |
| Octobre 2018 | « Le renforcement des capacités du système judiciaire sur la lutte contre la criminalité faunique à Madagascar, cas des tortues » | 5 | |
| Octobre 2018 | « La gestion budgétaire et le management » à l'ENMG | 26 | PNUD |
| Octobre 2018 | Atelier d'échanges-formation à l'endroit de tous les magistrats sur « Les règles et pratiques des marchés publics à Madagascar » | 24 | PREA |
| Octobre 2018 | Atelier de formation sur le thème « Règlement du contentieux répressif douanier » | 08 | Administration des Douanes |
| Novembre 2018 | Atelier de formation sur le thème « Les procédures administratives et judiciaires en matière de traite des Etres Humains ». | 24 | OIM |
| Décembre 2018 | Programme de formation sur « la Corruption et le Blanchiment des Capitaux », « Prévention et Education en matière de | 2 | ICAC-Maurice |

| | <i>Corruption</i> ». | | |
|---------------------|--|----|------------------------------------|
| Janvier 2019 | Atelier impliquant le Système Anti-corruption | 9 | PNUD |
| Janvier 2019 | Renforcement des capacités des magistrats et des points focaux en province (CPEAC) pour la maîtrise des procédures en matière de répression des infractions de traite des êtres humains. | | PNUD |
| Février 2019 | Atelier de sensibilisation des autorités malgaches sur leurs obligations dans la mise en œuvre de la résolution 1267 | | |
| Mars 2019 | Atelier de relance de la Réforme du Secteur de la Sécurité à Madagascar | 1 | |
| | Atelier sur les recommandations et favorisation des échanges d'informations entre les OSC | 1 | observatoire des élections |
| Mars 2019 | " <i>La gestion des finances publiques et les infractions y afférentes</i> " à l'ENMG | 24 | PNUD et en partenariat avec l'ENMG |
| Mai 2019 | Cybercriminalité | | PNUD |

Source : DCN/Juillet 2019



Présentation du Pôle Anti-corruption à Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes



*Atelier de formation sur le thème
« Les procédures administratives et
judiciaires en matière de traite des
Etres Humains »*



*La gestion des finances
publiques et les infractions y
afférentes" à l'ENMG*



« Cybercriminalité » à l'ENMG

III.1.3 Greffiers

Les Greffes du PAC ont bénéficié de renforcement de capacité avant et au cours de leur prise de fonction.

Tableau n°29 : Renforcement des capacités des greffiers en chef, greffiers et secrétaires de parquet

| Mois Année | Thèmes | Nombre des participants | Financement |
|------------|--|-------------------------|-------------|
| Mars 2018 | Présentation du Pôle Anti-corruption à Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes | 20 | PNUD |
| Août 2018 | Formation sur le Service FJPA (Antsirabe) | 2 | PNUD |
| Avril 2019 | « Les chaînes des procédures pénales » | 2 | PNUD |
| Mai 2019 | Atelier de Team Building (Antsirabe) | 3 | PNUD |

Source : DCN/Juillet 2019



Avril 2019, Formation des Greffiers et Secrétaires du Parquet du PAC Antananarivo sur « Les chaînes des procédures pénales»

III.2 MISSIONS ET FORMATIONS EXTERIEURES

III.2.1 DCN



Novembre 2018, « Les approches méthodologiques les plus récentes de collecte de données sur les infrastructures » à DAKAR SENEGAL , sur financement de la BAD et de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal (ANSD)



Juin 2019, Célébration du 10^{ème} anniversaire de l'ARINSA à Tanzanie durant laquelle La Coordinnatrice Nationale des PAC Mme Harimahefa RATIARISOA a signé au nom de l'Etat Malagasy la « Déclaration de Dar-es-Salaam » sur la coopération entre les Etats membres de l'ARINSA en matière de lutte contre les infractions financières et économiques et sur le recouvrement des avoirs illicites.

III.2.2 MAGISTRATS

Le tableau suivant présente la participation des Magistrats aux missions et formations à l'étranger.

Tableau n° 30 Missions et formations extérieures des Magistrats

| Mois Année | Thèmes | Nombre des participants | Financement |
|----------------------|--|-------------------------|--|
| Juillet 2018 | « La prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme » à Institut Supérieur de Perfectionnement et de Renforcement des Capacités, (ISPREC à Dakar, Sénégal) | 2 | PNUD |
| Août 2018 | Atelier sur le « Financial Investigation and Financial Tools in illegal wildlife Trade Investigations » à Asset Recovery Inter-agency Network for SouthernAfrica (ARINSA) | 1 | United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) |
| Novembre 2018 | Visite du centre d'investigation de Lutte contre la Corruption (KPK) et de la juridiction anti-corruption, en Indonésie | 2 | GIZ |
| Décembre 2018 | « <i>Public Corruption Course</i> » à Gaborone | 1 | Ambassade des USA à Madagascar |
| Janvier 2019 | « <i>Human Trafficking and Child Exploitation</i> » à Gaborone-Botswana | 2 | Ambassade des USA |
| Janvier 2019 | Réunion des membres de l'Asset Recovery Inter Agency Network for SouthernAfrica | 1 | (ARINSA) |
| Mars 2019 | Atelier sur la connaissance du processus de gestion des actifs et la législation y afférente à Cape Town-Afrique du Sud | 1 | ARINSA |

Source : DCN/Juillet 2019

Financial Investigation and Financial Tools in illegal wildlife Trade Investigations » - Asset Recovery Inter-agency Network for Southern Africa (ARINSA)



« Human Trafficking and Child Exploitation »



III.3 ECHANGES AVEC LES DELEGATIONS ETRANGERES

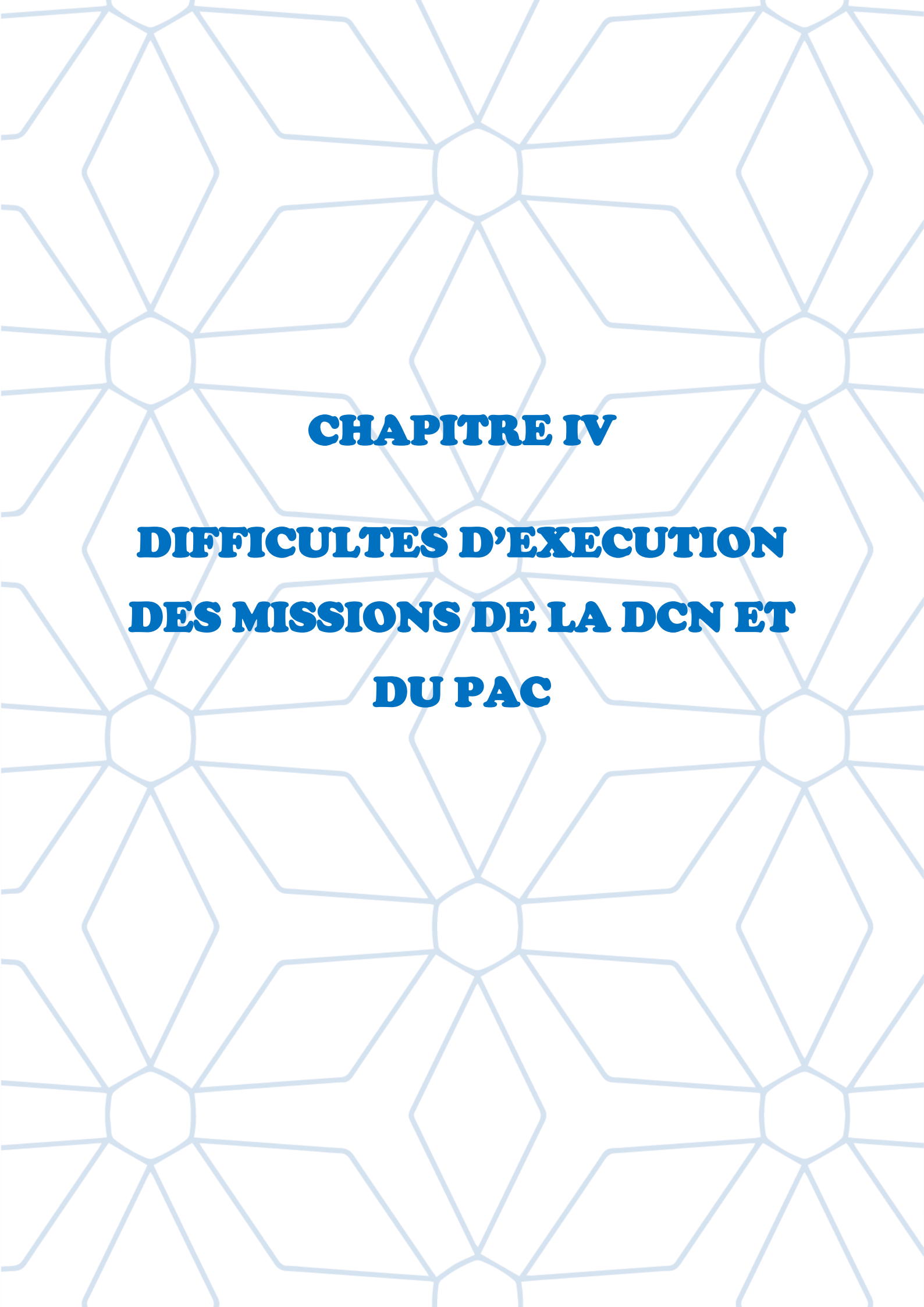
- Janvier 2019 : Réunion d'échanges avec le Chef de mission de l'OIM (Organisation Internationale pour la Migration) et la Coordinatrice de projet
- Réunion entre les responsables du Département des Droits de l'homme de l'Ambassade des USA
- Réunion d'échanges avec la DGI sur le renforcement des compétences des magistrats en matière d'infractions fiscales



Echanges avec une délégation des hauts Magistrats de la Cour Populaire Suprême de la République Populaire de Chine dirigée par leur vice-président. Les échanges ont porté sur un projet de coopération judiciaire entre les deux parties.



21 juin 2019, échanges avec des membres de la Haute Autorité Chargée de la Bonne Gouvernance (HACBG) et du Comité Nationale de Lutte Contre la Corruption (CNLCC) de la République Centrafricaine, conduite par le Président de la HACBG. Madagascar ayant été considérée par la République Centrafricaine comme un bon modèle en matière de lutte contre la corruption, l'objectif de la visite a été de permettre aux équipes de la HACBG et du CNLC de s'imprégner des bonnes pratiques de lutte contre la corruption comme celles du Pôle Anti-Corruption.



CHAPITRE IV

**DIFFICULTES D'EXECUTION
DES MISSIONS DE LA DCN ET
DU PAC**

I - GESTION FINANCIERE 2018 et 2019

I.1 ANNEE 2018

L'article 35 de la Loi 2016-021 du 1er juillet 2016 sur les pôles Anti-corruption prévoit que la Direction de Coordination Nationale des PAC est dotée d'une indépendance et d'une autonomie opérationnelle et de gestion. Toutefois, le fonctionnement normal de la DCN et du PAC Antananarivo a été handicapé par l'impossibilité d'utiliser un compte de dépôt prévu par décret. Ainsi, la lourdeur des procédures au niveau du Contrôle Financier, du MEF notamment le Trésor Public et le non-respect des standards de service ont entraîné des retards considérables dans le paiement des indemnités du personnel de la DCN et du PAC Antananarivo, des factures et des diverses prestations de service. Ce problème persiste jusqu'au deuxième trimestre 2019.

L'absence de budget d'investissement lors du lancement de la DCN et du PAC Antananarivo représente un obstacle majeur dans l'atteinte des objectifs et des résultats fixés. Sans l'appui du projet IDIRC du PNUD, les deux structures n'ont pas pu acquérir des matériels et mobiliers de bureau, des matériels informatiques et des matériels roulants indispensables pour le bon fonctionnement de la structure et pour la réalisation des activités.

I.2 ANNEE 2019

Pour l'année 2019, le crédit alloué au PAC inscrit dans la LFI est de 7 058 840 000 Ariary, ce budget a accusé une réduction importante de 44.39% soit 3 925 440 000 Ariary dans la LFR.

Cette baisse de crédit a eu des impacts négatifs sur le fonctionnement normal de la DCN et du PAC Antananarivo dont essentiellement, la baisse des carburants jusqu'à concurrence de 69.33%, l'approvisionnement en fournitures, en consommables informatiques, la dotation en matériels informatiques et en matériels et mobiliers de bureau et autres rubriques et lignes de crédit.

La diminution du crédit alloué à la DCN et aux PAC a par ailleurs eu des impacts sur la mise en place et l'opérationnalisation du PAC Mahajanga prévue au mois d'octobre 2019, qui nécessitent une dotation importante en matériels et mobiliers de bureau, en matériels informatiques, en carburant pour les fréquents déplacements en province de l'équipe de la DCN pour assurer son bon fonctionnement ainsi que la formation des magistrats et des greffiers. Pour accompagner la mise en place du PAC Mahajanga, la DCN requiert de nouveaux postes budgétaires pour le recrutement du personnel d'appui de ce futur PAC afin de permettre aux magistrats et au personnel judiciaire d'exécuter leurs fonctions, d'assurer leur sécurité, et de leur apporter des appuis techniques.

II-REALISATIONS DU PTA

II.1 Infrastructures

❖ PAC Mahajanga

L'inexistence de bâtiment public disponible pour abriter le futur PAC de Mahajanga représente un obstacle majeur dans l'accélération de sa mise en place. La DCN est contrainte de chercher des bâtiments privés et d'opter pour une location. Les difficultés résident dans la recherche de local privé qui répond aux besoins d'une juridiction et répondant aux normes de sécurité. L'affectation de terrains et/ou de bâtiments administratifs au profit de la DCN et des PAC est souhaitable.

❖ DCN et PAC Antananarivo

Le local abritant la DCN et le PAC Antananarivo est exigu. Le personnel de la DCN et certains magistrats partagent le même espace de travail. Le service logistique ne dispose pas de magasin de stockage des fournitures, des matériels et des équipements. La juridiction rencontre en outre un problème d'espace pour la conservation des biens et véhicules objet de confiscation et de saisie.

Actuellement, le PAC 1er degré et le PAC 2nd degré d'Antananarivo ne disposent que d'une salle d'audience. Cette situation affecte l'organisation des audiences de la Cour Criminelle Ordinaire qui vont débiter courant du mois d'août 2019.

II.2 Effectifs

II.2.1.DCN

Au niveau de la DCN, l'effectif du personnel reste insuffisant. Depuis le mois de mars 2019, le poste de Directeur Administratif et Financier est vacant suite au départ de l'ancien Directeur appelé à d'autres fonctions. La lourdeur du processus de recrutement d'un nouveau Directeur déjà entamée, fragilise le bon fonctionnement de l'Administration.

II.2.2.PAC

L'insuffisance du personnel se fait sentir au niveau du PAC Antananarivo. Au mois de mars 2019, deux greffiers ont démissionné dont l'un pour cause de maladie et l'autre appelé à d'autres fonctions. Contrairement aux juridictions classiques, pour manque d'effectif, un Juge d'Instruction ne dispose que d'un Greffier. Cette situation nuit à l'atteinte de la performance face au volume du travail au sein de la Juridiction.

Pour les Magistrats, l'insuffisance d'effectif est ressenti tant au niveau du Parquet près le PAC premier degré, vu le volume des affaires à traiter, qu'au niveau du siège, entraînant des empêchements fréquents des magistrats appelés à siéger dans les différentes chambres.



CHAPITRE V

PERSPECTIVES

Pour la prochaine période, une approche plus dynamique afin de renforcer la crédibilité des PAC, dernier maillon de la chaîne de Lutte Contre la Corruption et les infractions assimilées, sera adoptée.

La mise en place du PAC de Mahajanga sera un élément primordial car sera accentuée la redevabilité des acteurs de la Lutte Contre la Corruption à l'égard des citoyens à travers leurs efforts pour le respect de l'Etat de droit, une des missions des PAC.

Le mandat de ces derniers sera assuré avec plus d'efficacité afin de réduire l'impunité en matière d'infractions financières et économiques par l'application d'une politique pénale adaptée au contexte économique national.

La dotation de la DCN et des PAC d'outils performants, le renforcement des compétences et l'amélioration de l'environnement de travail seront particulièrement considérés, pour l'atteinte des objectifs et de meilleurs résultats.

La continuité des collaborations avec le Système Anti-corruption, les parties prenantes et les partenaires sera renforcée pour une meilleure visibilité des PAC.

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau n° 1 : Attribution de la DAF et de la DSISE | 7 |
| Tableau n° 2 Evolution de l'effectif du personnel de la Direction de Coordination Nationale par fonction | 8 |
| Tableau n° 3 : Evolution de l'effectif du Personnel | 9 |
| Tableau n° 4 : Répartition par corps du personnel du PAC d'Antananarivo | 9 |
| Tableau n° 5 : Détail du crédit alloué à la DCN et au PAC inscrit dans la LFI et LFR 2018 | 11 |
| Tableau n° 6 : Détail du crédit alloué au PAC inscrit dans la LFI et LFR 2019 | 12 |
| Tableau n° 7 : Emploi du crédit alloué à la DCN et au PAC en 2018..... | 12 |
| Tableau n° 8 : Emploi du crédit alloué à la DCN et aux PAC au 30 juin 2019 | 13 |
| Tableau n° 9 : PTA 2018..... | 19 |
| Tableau n° 10 : PTA 2019..... | 26 |
| Tableau 11 : Situation des dossiers au niveau du PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019...35 | |
| Tableau 12: Situation des dossiers enrôlés et jugés au niveau de la chambre correctionnelle de janvier à juin 2019 | 36 |
| Tableau 13 : situation des personnes condamnées et relaxées au cours de la période de juin 2018 à juin 2019..... | 36 |
| Tableau 14: Situation des demandes de mise en liberté provisoire de juin 2018 à juin 2019..... | 37 |
| Tableau 15: Saisine de la Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs de juin 2018 à juin 2019..... | 37 |
| Tableau 16: situation des dossiers au niveau des cabinets d'instruction au cours de la période de juin 2018 à juin 2019..... | 38 |
| Tableau 17: Evolution des affaires traitées au niveau du parquet près le PAC premier degré | 39 |
| Tableau 18: Répartition des dossiers selon le type d'infractions par compétences..... | 41 |
| Tableau 19: Répartition des dossiers selon le type d'infractions connexes | 42 |
| Tableau 20: Situation générale des dossiers au niveau du PAC second degré durant le second semestre 2018 et le premier semestre 2019 | 46 |
| Tableau 21: Situation des dossiers au niveau du siège du PAC second degré durant la période de juin 2018 à juin 2019..... | 46 |

| | |
|---|----|
| Tableau 22: Situation des dossiers au niveau du ministère public du PAC second degré durant la période juin 2018 à juin 2019..... | 47 |
| Tableau 23: Situation des demandes d'interdiction de sortie du territoire du Ministère Public du second degré de juin 2018 à juin 2019..... | 48 |
| Tableau 24 : Situation des dossiers transmis par le BIANCO au PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019 | 48 |
| Tableau 25: la répartition des affaires reçues selon les type d'infraction de juin 2018 à juin 2019 | 49 |
| Tableau 26: Situation des dossiers transmis par le SAMIFIN au PAC Antananarivo de juin 2018 à juin 2019 | 50 |
| Tableau n° 27 Renforcement des capacités des personnels de la DCN..... | 55 |
| Tableau n° 28 Renforcement des capacités des Magistrats | 56 |
| Tableau n° 29 : Renforcement des capacités des greffiers en chef, greffiers et secrétaires de parquet..... | 59 |
| Tableau n° 30 Missions et formations extérieures des Magistrats | 61 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|--|----|
| Figure N° 01: Organigramme de la DCN | 6 |
| Figure n°02 : Répartition par structure | 8 |
| Figure N° 03: Structure du Siège du 2 nd Degré | 15 |
| Figure n°04 : Structure du Ministère Public du 2 nd Degré | 16 |
| Figure n°06 : Structure du Parquet près le PAC premier Degré | 17 |
| Figure n°05 : Structure du Siège premier Degré | 17 |
| Figure n°07: Répartition des affaires réglées au niveau des quatre cabinets d’instruction durant la période de juin 2018 à juin 2019 | 38 |
| Figure n°08: répartition des affaires réglées au niveau du parquet près la juridiction de première instance durant la période de juin 2018 à juin 2019 | 39 |
| Figure n° 09: Répartition des dossiers selon les sources des plaintes et des PV | 40 |
| Figure n° 10: la répartition des affaires reçues selon les types d’infraction | 41 |
| Figure n° 11: la répartition des prévenus selon leur catégorie professionnelle | 43 |
| Figure n° 12: l’âge des prévenus | 44 |
| Figure n° 13: Répartition des prévenus selon le genre | 44 |
| Figure n° 14 Répartition des prévenus selon la nationalité | 45 |
| Figure n° 15: la répartition des prévenus du BIANCO selon leur catégorie professionnelle | 49 |

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| ADD | Avant Dire Droit |
| ANSD | Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal |
| ARINSA | l'Asset Recovery Inter Agency Network for Southern Africa |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BIANCO | Bureau Indépendant Anti -Corruption |
| CCO | Cour Criminelle Ordinaire |
| CDP | Chambre de Détention Préventive |
| CITP | Classification Internationale Type des Professions |
| CNAPS | Caisse Nationale de Prévoyance Sociale |
| CNIDH | Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme |
| CNLCC | Comité National de Lutte Contre la Corruption |
| CPEAC | Chaîne Pénale Economique et Anti-Corruption |
| CSE | Comité de Suivi et d'Evaluation |
| CSCA | Chambre de Saisie et Confiscation des Avoirs |
| CSI | Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité |
| DAF | Direction Administrative et Financière |
| DAR | Digital Access to Research |
| DCN | Direction de Coordination Nationale |
| DSISE | Direction du Système d'Information et Suivi-Evaluation |
| DUE | Délégation de l'Union Européenne |
| ENMG | Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes |
| GAR | Gestion Axée sur les Résultats |
| GIZ | Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit |
| HACBG | Haute Autorité Chargée de la Bonne Gouvernance |
| ICAC | Independent Commission Against Corruption |
| IDIRC | Institutions Démocratiques Intègres Représentatives et Crédibles |
| ISPREC | Institut Supérieur de Perfectionnement et de Renforcement des Capacités |
| IST | Interdiction de Sortie du Territoire |
| KPK | Komisi Pemberantasan Korupsi |
| LCC | Lutte Contre la Corruption |
| LFI | Loi de Finances Initial |
| LFR | Loi de Finances Rectificative |
| LP | Liberté Provisoire |
| MINJUS | Ministère de la Justice |
| MP | Ministère Public |
| NFD | Ny Fanjakana ho an'ny Daholobe |
| OIM | Organisation Internationale pour la Migration |
| ONL | Ordonnance de Non-lieu |
| OPJ | Officiers de Police Judiciaire |
| ORCCO | Ordonnance de Renvoi devant la Cour Criminelle Ordinaire |
| ORTCO | Ordonnance de Renvoi devant le Tribunal Correctionnel |
| OSC | Organisation de la Société Civile |

| | |
|----------------|--|
| OTPCA | Ordonnance de Transmission des Pièces devant la Chambre d'Accusation |
| PAC | Pôles Anti-corruption |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PRMP | Personne Responsable des Marchés Publics |
| PTA | Plan de Travail Annuel |
| PTF | Partenaire Technique et Financier |
| PV | Procès -Verbal |
| RED | Renforcement de l'Etat de Droit |
| RPI | Ressources Propres Interne |
| SAMIFIN | Sampandraharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola sy Famatsiam-bola ny Fampihorohona |
| SCAC | Service de Coopération et d'Action Culturelle |
| SNLCC | Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption |
| SP | Secrétaire Particulier |
| TRM | Trimestriel |
| UNODC | United Nations Office on Drugs and Crime |
| USA | United States of America |

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| LE MOT DE LA COORDONNATRICE NATIONALE | 3 |
| INTRODUCTION | 4 |
| CHAPITRE I | 5 |
| PRESENTATION | 5 |
| I- DIRECTION DE COORDINATION NATIONALE (DCN) DES POLES ANTI-CORRUPTION (PAC) | 6 |
| I.1 ORGANISATION DE LA DCN | 6 |
| I.1.1 Rôles et mission de la DCN | 6 |
| I.1.2 Présentation de l'organigramme | 6 |
| I.1.3 Présentation de la Direction Administrative et Financière (DAF) et de la Direction du Système d'Information et Suivi-Evaluation (DSISE) | 7 |
| I.2 RESSOURCES HUMAINES | 7 |
| I.2.1 Effectif du personnel de la DCN et du PAC Antananarivo | 7 |
| I.2.2 Evolution de l'effectif du personnel de la DCN et du PAC | 8 |
| I-3 Ressources Matérielles | 10 |
| I-3-1 Acquisitions de la DCN et du PAC | 10 |
| I-3-2 Dons des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) | 10 |
| I.4 RESSOURCES FINANCIERES 2018 et 2019 | 11 |
| I.4.1 Crédits alloués à la DCN et au PAC inscrits dans les Lois de Finances Initiales (LFI) et Lois de Finances Rectificatives (LFR) | 11 |
| I.4.2 Emplois des crédits | 12 |
| I.4.3 Financement octroyé par les PTF | 13 |
| II-POLES ANTI-CORRUPTION | 15 |
| II.1 STRUCTURE DU PAC D'ANTANANARIVO | 15 |
| II.1.1 PAC 2 nd DEGRE | 15 |
| II.1.2 PAC 1 ^{er} DEGRE | 16 |
| CHAPITRE II | 18 |
| ACTIVITES DE LA DCN ET DU PAC ANTANANARIVO | 18 |

| | |
|---|----|
| I-REALISATIONS SUIVANT LES PTA 2018 ET 2019 | 19 |
| I-1-Réalisations de la DCN et du PAC Antananarivo suivant le PTA 2018..... | 19 |
| I-2-Réalisations de la DCN et du PAC Antananarivo suivant le PTA 2019..... | 26 |
| II-ACTIVITES JURIDICTIONNELLES..... | 35 |
| II.1. Situation générale des dossiers au niveau du PAC 1er degré Antananarivo..... | 35 |
| II.2. Les activités juridictionnelles du Premier Degré..... | 35 |
| II.2.1.SIEGE..... | 35 |
| II.2.2 - Activités du Parquet 1er degré | 38 |
| II.3. les activités juridictionnelles du second degré | 45 |
| II.3.1. SIEGE | 46 |
| II.3.2. LE MINISTERE PUBLIC..... | 47 |
| II.4- SITUATION DES DOSSIERS TRANSMIS PAR LE BIANCO ET LE SAMIFIN AU PAC d'Antananarivo | 48 |
| II.4.1 -Situation des dossiers transmis par le BIANCO au cours de la première année de fonctionnement du PAC | 48 |
| II.4.2 -Situation des dossiers transmis par le SAMIFIN au cours de la première année de fonctionnement du PAC Antananarivo | 50 |
| CHAPITRE III | 51 |
| EVENEMENTS MARQUANTS..... | 51 |
| I - EVENEMENTS MARQUANTS DE LA DCN ET DU PAC..... | 52 |
| II- ACTIVITES FINANCEES PAR LES PTF | 53 |
| III RENFORCEMENT DES CAPACITES..... | 55 |
| III.1 Formations locales..... | 55 |
| III.1.1 DIRECTION DE COORDINATION NATIONALE..... | 55 |
| III.1.2 Magistrats | 56 |
| III.1.3 Greffiers..... | 59 |
| III.2 MISSIONS ET FORMATIONS EXTERIEURES | 60 |
| III.2.1 DCN..... | 60 |
| III.2.2 MAGISTRATS | 61 |
| III.3 ECHANGES AVEC LES DELEGATIONS ETRANGERES..... | 63 |

| | |
|--|----|
| CHAPITRE IV | 64 |
| DIFFICULTES D'EXECUTION DES MISSIONS DE LA DCN ET DU PAC | 64 |
| I - GESTION FINANCIERE 2018 et 2019 | 65 |
| I.1 ANNEE 2018 | 65 |
| I.2 ANNEE 2019 | 65 |
| II-REALISATIONS DU PTA | 66 |
| II.1 Infrastructures..... | 66 |
| II.2 Effectifs..... | 66 |
| II.2.1.DCN..... | 66 |
| II.2.2.PAC..... | 67 |
| CHAPITRE V | 68 |
| PERSPECTIVES..... | 68 |
| LISTE DES TABLEAUX | 70 |
| LISTE DES FIGURES..... | 72 |
| LISTE DES ABREVIATIONS..... | 73 |
| TABLE DES MATIERES | 75 |
| ANNEXES..... | 78 |



ANNEXES

Annexe n°01 : Liste des matériels informatiques et mobiliers de bureau hérités de la CPEAC

| N° | DESIGNATION | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|----|--|--------|------------|--------------|
| 1 | Armoire métallique Porte battante | 8 | CPEAC | bon |
| 2 | Armoire Vitrée | 10 | CPEAC | bon |
| 3 | Bibliothèque Vitrée GM | 13 | CPEAC | bon |
| 4 | Caisson Mobile | 32 | CPEAC | Moyen |
| 5 | Chaise de conférence couleur grise | 28 | CPEAC | bon |
| 6 | Chaise de conférence couleur noire | 11 | CPEAC | bon |
| 7 | Fauteuil de direction couleur bleue | 1 | CPEAC | mauvais état |
| 8 | Fauteuil de direction couleur grise | 1 | CPEAC | bon |
| 9 | Fauteuil de direction couleur noire | 29 | CPEAC | bon |
| 10 | Petite table en pieds métalliques | 1 | CPEAC | mauvais |
| 11 | Pieds de Table à ordinateur avec roulettes | 11 | CPEAC | Moyen |
| 12 | Placard vitré en palissandre | 1 | CPEAC | bon |
| 13 | Porte manteau | 30 | CPEAC | bon |
| 14 | Porte vitrée en bois(GM) | 3 | CPEAC | obsolète |
| 15 | Salon complet simili cuir noir | 1 | CPEAC | bon |
| 16 | Table basse | 1 | CPEAC | bon |
| 17 | Table de bureau | 32 | CPEAC | bon |
| 18 | Table de bureau grise avec retour d'angle | 3 | CPEAC | bon |
| 19 | Table à ordinateur | 27 | CPEAC | bon |
| 20 | Tiroir à caisson | 2 | CPEAC | bon |
| 21 | Tiroir métallique pour dossier suspendu | 7 | CPEAC | 4 bon état |
| 22 | Vitre fragile (Armoire) | | CPEAC | 2 bon état |
| 23 | Câble à ordinateur gris | 21 | CPEAC | bon |
| 24 | Câble à ordinateur noir | 48 | CPEAC | bon |
| 25 | Adaptateur WIFI | 19 | CPEAC | bon |
| 26 | Adaptateur à WIFI blanc | 6 | CPEAC | bon |
| 27 | Adaptateur à WIFI gris | 13 | CPEAC | bon |
| 28 | Imprimante EPSON LQ-2180 | 0 | CPEAC | bon |

| N° | DESIGNATION | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|----|---|--------|------------|--------------|
| 29 | Imprimante HP Desjet 3745 | 8 | CPEAC | moyen |
| 30 | Imprimante HP Laserjet 1010 | 10 | CPEAC | moyen |
| 31 | Ordinateur COMPAQ | 2 | CPEAC | moyen |
| 32 | Ordinateur PROLINK | 1 | CPEAC | moyen |
| 33 | Ordinateur de bureau marque DELL | 25 | CPEAC | obsolète |
| 34 | Photocopie marque TOSHIBA 1550 | 3 | CPEAC | moyen |
| 35 | Prise multiple | 11 | CPEAC | Moyen |
| 36 | Prise multiple SGE Noir | 1 | CPEAC | moyen |
| 37 | Machine à reliure | 1 | CPEAC | Moyen |
| 38 | Scanner HP 2400 | 8 | CPEAC | Moyen |
| 39 | Appareil photo prise de vue macro FINEPIX 85500 | 1 | CPEAC | Moyen |
| 40 | Boitier autocommutateur marque ALCATEL | 1 | CPEAC | obsolète |
| 41 | Bouilloire | 1 | CPEAC | hors service |
| 42 | Cafetière | 1 | CPEAC | moyen |
| 43 | Climatiseur | 1 | CPEAC | Moyen |
| 44 | Comparateur d'empreintes digitales COMPARA Print TECH + DB Software | 1 | CPEAC | bon |
| 45 | Extincteur | 2 | CPEAC | bon |
| 46 | Machine à écrire | 2 | CPEAC | bon |
| 47 | Mallette de Police Judiciaire avec ses composantes | 2 | CPEAC | bon |
| 48 | Mallette noire | 1 | CPEAC | bon |
| 49 | Mallette pour révélation des chiffres et des lettres avec trois ailes en acier, fonte, aluminium, cuivre | 4 | CPEAC | bon |
| 50 | MagnétoSCOPE SAMSUNG SV6L 2K | 1 | CPEAC | bon |
| 51 | Mini laboratoire QSS 2211 RA Complet | 1 | CPEAC | bon |
| 52 | Poste téléphone fixe ligne interne marque ALCATEL | 2 | CPEAC | hors service |
| 53 | Poste téléphone fixe Nspan | 1 | CPEAC | hors service |
| 54 | Poste Téléviseur Grand Ecran marque SONY | 1 | CPEAC | Moyen |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°02 : Matériels roulants transmis par la CPEAC à la DCN

| N° | Immatriculation | Marque | Origine | Utilisation | Etat du véhicule |
|----|-----------------|--------------------|---------|----------------------|------------------|
| 1 | 4442TAG | TOYOTA PRADO 4X4 | CPEAC | Véhicule de fonction | moyen |
| 2 | 4447 TAG | TOYOTA PICK UP 4X4 | CPEAC | Véhicule de fonction | moyen |
| 3 | 4451 TAG | TOYOTA PICK UP 4X4 | CPEAC | Véhicule de fonction | moyen |
| 4 | 4457 TAG | Minibus - TOYOTA | CPEAC | Véhicule de Service | hors service |
| 5 | 4458 TAG | Minibus - TOYOTA | CPEAC | Véhicule de Service | moyen |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°03 : Liste des mobiliers de bureau doté par le Ministère de la Justice

| N° | DESIGNATION | Nombre | PROVENANCE | ETAT |
|----|-------------------------------------|--------|------------|------|
| 01 | Table GM pour Magistrat | 01 | MINJUS | BON |
| 02 | Table PM pour Magistrat et Greffier | 02 | MINJUS | BON |
| 03 | Chaise Capitonnée | 07 | MINJUS | BON |
| 04 | Table rectangle pour Avocat | 02 | MINJUS | BON |
| 05 | Banc capitonné en velours 4m | 03 | MINJUS | BON |
| 06 | Banc capitonné en velours rouge 2m | 02 | MINJUS | BON |
| 07 | Banc en bois 4m | 01 | MINJUS | BON |
| 08 | Banc en bois 2m | 10 | MINJUS | BON |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°04: Liste des matériels informatiques et mobiliers de bureau - Don du PNUD

| N° | DESIGNATIONS DE MATERIELS | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|--------------------------------|---|--------|-------------|------|
| MATERIELS INFORMATIQUES | | | | |
| 1 | DESKTOP HP ProDesk 400G3SFF | 7 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 2 | ECRAN MONITEUR HP ProDisplay P223 - 21.5 | 7 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 3 | ONDULEUR APC BackUPS 500VA - 230V | 7 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 4 | IMPRIMANTE MULTIFONCTION HP Laserjet Pro MFP M426fdw (avec encre de rechange) | 7 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 5 | Unité Centrale HP Prodesk 600 G3 SFF | 10 | PNUD-IDIRC | bon |

| N° | DESIGNATIONS DE MATERIELS | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|---|--|--------|-------------|------|
| 6 | Ecran Moniteur HP ProDisplay P233 – 21'5" | 10 | PNUD-IDIRC | bon |
| 7 | ONDULEUR: EATON SPX 300VA | 10 | PNUD-IDIRC | bon |
| 8 | ONDULEUR: EATON Ellipse PRO 1200 IEC | 10 | PNUD-IDIRC | bon |
| 9 | IMPRIMANTE MULTIFONCTION: HPLaserjet Pro MFP M426fdw (Avec | 10 | PNUD-IDIRC | bon |
| MOBILIERS DE BUREAU | | | | |
| Nombre | | | | |
| 10- | Table de Bureau avec tiroirs | 9 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 11- | Chaise de Conférence avec armature métallique | 54 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 12- | Table de réunion avec rallonge | 9 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 13- | Chaise de bureau à roulettes | 9 | PNUD -IDIRC | Bon |
| 14- | Armoire de rangement métallique | 9 | PNUD -IDIRC | Bon |
| Don du PNUD pour le PAC Mahajanga, en Mai 2019 | | | | |
| 15- | CHAISE VISITEUR | 20 | PNUD | NEUF |
| 16- | TABLE DE BUREAU | 10 | PNUD | NEUF |
| 17- | CAISSON DE BUREAU | 10 | PNUD | NEUF |
| 18- | CHAISE DE BUREAU | 10 | PNUD | NEUF |
| 19- | ARMOIRE METALLIQUE | 10 | PNUD | NEUF |
| 20- | PENDERIE EN BOIS | 5 | PNUD | NEUF |
| 21- | COFFRE FORT EN ACIER | 2 | PNUD | NEUF |
| 22- | TABLE RONDE | 1 | PNUD | NEUF |
| 23- | TABLE POUR ORDINATEUR | 10 | PNUD | NEUF |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°05 : Matériels roulants - Don du PNUD

| N° | IMMATRICULATION | MARQUE | PROVENANCE | UTILISATION | ETAT |
|----|-----------------|--------------------|------------|---------------------|-----------|
| 1 | 10324 WWT | TOYOTA LandCruiser | PNUD/IDIRC | Véhicule de Service | Excellent |
| 2 | 10325 WWT | TOYOTA LandCruiser | PNUD/IDIRC | Véhicule de Service | Excellent |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°06 : Liste des matériels informatiques doté par le PNUD à travers le projet RED

| N° | DESIGNATION | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|----|--|--------|------------|------|
| 1 | Desktop OPTIPLEX 3240 AIO (Unité Centrale + Clavier + Souris + Windows | 2 | PNUD - RED | bon |
| 2 | Imprimante HP Laserjet Pro MFP M426 fdn + Cables | 2 | PNUD - RED | bon |
| 3 | Onduleur EATON PRO 850 IEC | 2 | PNUD - RED | bon |
| 4 | Tonner HP Laserjet CF226X Noir | 6 | PNUD - RED | bon |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019

Annexe n°07 :Liste des matériels informatiques doté par le Ministère de la Justice à travers le SCAC

| N° | DESIGNATION | Nombre | PROVENANCE | Etat |
|----|--------------------------------------|--------|--------------------|------|
| 1 | Unité centrale marque HP Desktop | 03 | MINJUS (SCAC/16) | bon |
| 2 | Ecran 18.5 LED Marque HPV194 Monitor | 03 | MINJUS (SCAC/16) | bon |
| 3 | Imprimante HP LASERJET Pro P 1102 | 01 | MINIJUS (SCAC/16)) | bon |

Source : DSISE/Service Suivi-Evaluation/ juillet2019



Le présent Rapport d'Activités est accessible en ligne gratuitement, sur le site internet

<https://www.dcn-pac.mg/> (onglet « Publications »).

Direction de Coordination Nationale des PAC

Equipe de la Direction du Système d'information et du Suivi Evaluation

Juillet 2019